

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 14 OCTOBRE
N° 279 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

Lire p. 2

**LA CLASSE OUVRIÈRE ET
LE PEUPLE SOVIÉTIQUE
SE DRESSENT CONTRE
LES NOUVEAUX
BOURGEOIS**

Récession et
crainte patronale
des luttes contre
le plan Barre

Ce qui
provoque la
baisse de la
Bourse

La baisse des valeurs françaises à la Bourse de Paris se poursuit, mardi elles ont baissé de 7% ! Le Franc est toujours aussi faible par rapport au Mark et au Dollar. Autant d'indices de scepticisme des milieux financiers et patronaux en France sur la réussite du plan Barre à long terme et sur leur certitude d'une récession dans l'immédiat. Mais la baisse de la Bourse n'est pas réservée à Paris, les autres places boursières des pays impérialistes sont également en chute libre. La principale raison de ces baisses, c'est la fin de la reprise économique et les nouvelles perspectives de récession pour 77. C'est en même temps un chantage à la crise exercé à l'égard des pays producteurs de pétrole pour les dissuader de procéder à une hausse du pétrole brut.

Suite p. 3

Europe du sud

EN LUTTE CONTRE L'AUSTERITE

**LES OUVRIERS
DE FIAT EN GRÈVE
DÈS LUNDI**

Le mouvement de grève déclenché en Italie s'agit après l'annonce du Plan Andreotti n'a cessé, depuis, de s'accroître. Après les ouvriers de Fiat à Turin et les métallos de Trente, en grève dès lundi, d'autres entreprises entrent en lutte : mardi, c'était, à Turin, les usines Fiat et Lancia ; à Gènes, celle de l'Italsider, à Bologne, la Ducati, à Venise, grève générale à Turin. Aujourd'hui jeudi, c'est le tour de Naples et de Venise, à l'appel des confédérations syndicales Journées de lutte annoncées à Bologne pour jeudi et vendredi, des grèves sont déjà annoncées pour la semaine prochaine par



l'intersyndicale de la métallurgie.

Ces grèves en cascade sont significatives du mécontentement aujourd'hui chez les travailleurs italiens contre les appels à la résignation lancés par les révisionnistes du PCI. Les pressions exercées

par la base sur les directions syndicales ont déjà porté des fruits : de nombreux syndicalistes ont désormais pris position contre ce plan. Quant au PCI, il essaye de racrocher les wagons et, après avoir mis l'accent sur la nécessité des sacrifices et avoir favorisé l'adoption du plan d'austérité par son abstention, il met en avant aujourd'hui celle de faire « modifier des points » du plan pour ne pas léser les plus pauvres ! Quant à Andreotti, il s'est déclaré prêt à démissionner si son

plan était refusé. A près les difficultés rencontrées par l'Italie pour constituer un gouvernement au cours des derniers mois cette proposition n'est rien d'autre qu'une pression sur tous les partis bourgeois pour qu'ils défendent le plan d'austérité que les travailleurs italiens sont décidés à mettre en échec.

ESPAGNE : De multiples actions sont prévues contre le plan d'austérité de Suarez.

Voir p. 7

Plan Barre LES PATRONS DE LA SIDÉRURGIE EN POINTE !

- **Usinor-Dunkerque :**
- plus de 10 000 ouvriers menacés de chômage technique.
- 6 menaces de licenciements

La direction d'Usinor-Dunkerque menace les 10 000 travailleurs de « chômage technique » depuis plusieurs jours. Elle vient de passer un cran dans la répression en

menaçant de licencier six grévistes du port parmi lesquels un délégué CGT.

Les 110 travailleurs du port ne se laissent pas intimider. Ils ont décidé de poursuivre leur mouvement.

- **Longwy : les hauts fourneaux de la Chiers :**
1 500 licenciements prévus.

Ferry, patron de la sidérurgie, avait annoncé il y a peu de nombreux licenciements dans la sidérurgie. Après les 28 000 chômeurs partiels de Sacilor, c'est aujourd'hui au tour de la société des Hauts Fourneaux de La Chiers de Longwy d'annoncer « une réduction des effectifs d'une très notable importance ». Ces

licenciements de grande ampleur ont pour origine la restructuration de cette unité de production suite à la fusion avec les sociétés Neuves-Maisons et Châtillon-Commentry-Blache. D'ici novembre 76, trois cents des 3 600 employés de l'usine de La Chiers seront licenciés, et d'ici 1980, ce seront 1 500 ouvriers qui perdront leur emploi.

**L'OCDE : LA FRANCE EST LE PAYS
D'OCCIDENT OÙ LES INÉGALITÉS
SOCIALES SONT LES PLUS GRANDES**

GISCARD :
« Cela manque de rigueur
scientifique ! »...

Paris APRES LE 7 OCTOBRE
CONSTRUISONS
L'OFFENSIVE OUVRIÈRE !

MEETING
DES FÉDÉRATIONS PARISIENNES DU
PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste
VENDREDI 15 OCTOBRE
20 H 30 - MUTUALITÉ
Salle B

● Rhône-Poulenc (péage de Rousillon) : la lutte continue pour « vivre et travailler au pays ».

● Merlebach : les mineurs disent : « non aux mutations, Non à la liquidation des puits ».

● SMN Caen : un ouvrier inculpé pour la mort d'un camarade de travail. C'est la SMN QUI EST RESPONSABLE

Voir p. 5

● Poniowski et sa sécurité p. 3

● Un épisode de la concurrence PS-PC p. 3

● Barre : je ferai respecter l'ordre de la République, Dabelle : application immédiate p. 4

● Sully sur Loire : une ville coupée en deux p. 6

● Le 44 rue de Chartres vous connaissez ? p. 6

● Rhodésie : le front patriotique condamne les manœuvres britanniques p. 8

● USA : la campagne électorale p. 8

INTERNATIONAL

LA CLASSE OUVRIERE ET LE PEUPLE SOVIETIQUE SE DRESSENT CONTRE LES NOUVEAUX BOURGEOIS

Tout le monde sait aujourd'hui que le régime d'Union Soviétique est, à l'intérieur comme vis-à-vis des pays de l'Est un système d'oppression barbare, ajoutant les camps et les prisons aux prétendus «hôpitaux psychiatriques», avec une police secrète, le KGB, omniprésente et étouffante. Le parti révisionniste français lui-même est de plus en plus obligé de l'admettre.

Mais prend-on assez garde au fait que ces informations ne nous parviennent qu'à travers un double filtre : celui de la censure pesante qui règne en URSS même, celui des moyens d'information de notre bourgeoisie ? Du fait de la censure, les éléments qui sont transmis à l'Ouest passent en général par les réseaux de certains intellectuels soviétiques liés à l'Occident : on remarque facilement que, s'ils sont assez riches sur l'écrasement de la liberté d'expression, ils restent au contraire

très maigres sur la situation des larges masses, qu'il s'agisse de la classe ouvrière ou des paysans.

Du fait de notre bourgeoisie, il se produit quelque chose de plus grave encore : sa presse, qui a tout intérêt à discréditer le socialisme, feint de tenir pour acquis le caractère socialiste de l'Union Soviétique. Est-ce que, une fois la révolution faite, le prolétariat au pouvoir ne court pas le risque d'être à nouveau soumis à l'exploitation par suite de la création d'une nouvelle classe bourgeoise au sein de son propre Etat, de son propre parti ? La question n'est posée ni par les autorités de Moscou, ni par celles de Paris. Ici et là-bas, pour des raisons inverses, on a tout intérêt à faire croire que le régime de Brejnev, c'est du socialisme : à Moscou, pour tromper les masses soviétiques et endormir la vigilance des peuples du monde ; à Paris, pour détourner la classe ouvrière du socialisme au moment

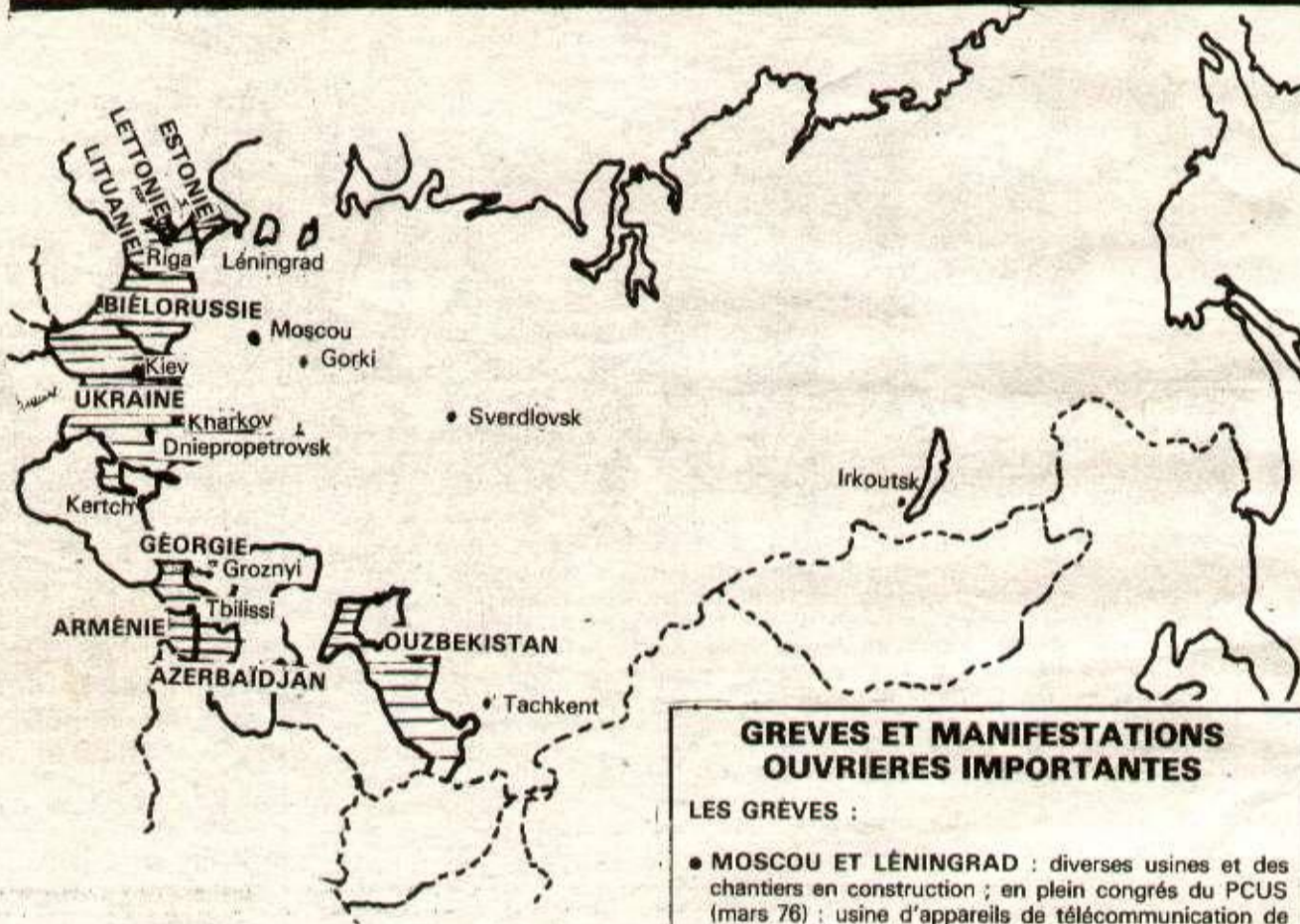
même où elle développe son esprit révolutionnaire.

On se souvient pourtant qu'au début des années 60, une propagande assez large avait été faite sur une certaine réforme économique qui se déroulait en Union Soviétique : rétablissement du profit comme critère de fonctionnement des entreprises, extension des pouvoirs des directeurs d'usine, s'accompagnant d'une pénétration assez large de modèles idéologiques importés de l'Occident. La nouvelle bourgeoisie qui avait pris le pouvoir après la mort de Staline poursuivait méthodiquement son entreprise de rétablissement du capitalisme.

Certes, le résultat n'a pas été conforme aux espoirs des bourgeoisies occidentales : si elles ont pu, grâce à cette nouvelle situation, pénétrer sur le marché soviétique, cette ouverture s'est trouvée limitée du fait que le nouveau capitalisme a pris en URSS

la forme du monopole d'Etat. D'autre part, s'appuyant sur cette situation, la nouvelle bourgeoisie soviétique s'est dressée face à l'impérialisme US comme un nouveau candidat à la domination du monde.

Du point de vue des masses soviétiques, il reste cependant ce fait fondamental : c'est bien l'exploitation capitaliste qui a été rétablie. Déjà, l'expérience du prolétariat et du peuple chinois depuis la Révolution Culturelle a montré qu'il était possible de s'y opposer, de poursuivre sur la voie socialiste. Aujourd'hui, les informations qui nous parviennent d'URSS portent un enseignement tout aussi précieux : on aura beau faire, notre époque est celle de la révolution prolétarienne. Les nouvelles bourgeoisies, nées de la dégénérescence du socialisme, voient se dresser contre elles, tout comme les anciennes, la classe ouvrière, la paysannerie, les larges masses populaires.



Vers l'organisation révolutionnaire

Au cours de leurs actions, les masses travailleuses du peuple soviétique manifestent leur révolte contre le système d'exploitation et d'oppression qui a été restauré dans leur pays. Il faut mesurer la dose de courage qu'exige, de leur part, de passer à l'action, face à un système répressif sans précédent depuis Hitler, pour comprendre l'importance politique de l'ensemble de grèves et manifestations dont les nouvelles sont parvenues à travers le réseau serré de la censure des nouveaux bourgeois. Nécessairement cette pratique de masse correspond à une montée des idées de lutte et de révolte, qui se traduit aussi sur le plan de l'agitation et de la propagande menées par des éléments du peuple, qui s'organisent dans ce but.

les murs de Leningrad : «Libérez les prisonniers politiques».

A Leningrad encore, sur les tramways, le 9 mai, on pouvait lire : «Jusqu'à quand supporterons-nous la dictature des Romanov ?» (dernier tsar de Russie). Le 4 août, dans cette même ville, sur les murs du palais Tavritchski et sur la perspective Nevski, on avait peint : «A bas la bourgeoisie au sein du Parti ! Le PCUS ennemi du peuple ! L'URSS prison des peuples !» Et une banderole de quarante mètres de long, accrochée à la forteresse Pierre et Paul, proclamait : «Vous étouffez la liberté, mais l'âme du peuple ne peut être enchaînée !»

De nombreuses organisations révolutionnaires ont vu le jour. Ce qui est particulièrement frappant, par rapport à l'opposition dont il est généralement fait état dans les informations bourgeoises, c'est le clair contenu de classe de leur propagande. Dans leurs articles, tracts, appels, elles dénoncent en effet, sur le plan intérieur «le fascisme russe» «la domination coloniale des nouveaux tsars du Kremlin» sur les nationalités opprimées. Elles appellent à «renverser la clique dominante des révisionnistes soviétiques» à «rétablir la dictature du prolétariat». Elles caractérisent nettement le pouvoir existant en Union Soviétique aujourd'hui comme «social-impérialisme», dénonçant la politique aventuriste dans les affaires étrangères.

A travers le mouvement des larges masses, et les premières formes d'organisation révolutionnaire, c'est le prolétariat qui, est en train de redresser la tête en Union Soviétique. (D'après les informations de l'Agence Chine Nouvelle)

GREVES ET MANIFESTATIONS OUVRIERES IMPORTANTES

LES GREVES :

- MOSCOU ET LÉNINGRAD : diverses usines et des chantiers en construction ; en plein congrès du PCUS (mars 76) : usine d'appareils de télécommunication de Leningrad (20 000 travailleurs).
- KIEV : centrale hydraulique et usine de constructions mécaniques.
- KHARKOV : usine de matériel roulant.
- GORKI : arsenaux.
- SVEROLOV : usine de fabrication d'articles de caoutchouc.
- ALEKSOTAS : scierie.
- KNOROL ET BASSIN DU DONBASS : mineurs en lutte.
- KERTCH : chantiers navals.
- RIGA, IRKOUTSK, ROSTOV : grèves pendant les mois d'avril et mai.
- VITOBK ET VLADIMIR : ouvriers et employés dans la lutte.
- MANIFESTATIONS : à plusieurs reprises, les bâtiments du parti révisionniste et du gouvernement ont été pris et saccagés : Dniepropetrovsk, Tbilissi, Grozny, Ordjonikidzé et Rubstovk. Manifestations aussi à Vinnitsa et Rostov.
- KIEV : la population a mis à sac des magasins et entrepôts en rupture d'approvisionnement.
- DERBENT (CÔTE DE LA CASPIENNE) : les travailleurs d'une kolkhoze ont fait pendant trois jours le siège du local du KGB (décembre 72).

LES LUTTES DES NATIONALITES OPPRIMEES

Les nationalités non russes, opprimées du temps des tsars, sont retombées sous la coupe de la nouvelle bourgeoisie et de sa réunification forcée. L'URSS est aujourd'hui, à nouveau, une prison des peuples. Aussi, la lutte se développe également sur ce front.

- UKRAINE : 10 000 ouvriers de Dniepropetrovsk ont manifesté, saccageant les bâtiments du parti révisionniste, de l'administration et de l'armée, déchirant le portrait de Brejnev.
- BIÉLORUSSIE : manifestation à Minski, en se battant avec la police, la population lui crie : «Ici, ce n'est pas la Tchécoslovaquie !»
- LITUANIE : au cri de «liberté pour la Lituanie», les manifestants, combattant la police et l'armée (notamment les parachutistes) ont mis à sac les bâtiments du P«C»US et de la police. Manifestations également à Varena et Vilnius.
- ESTONIE, LETTONIE : manifestations.
- OUZBÉKISTAN : rassemblement de masse à Tachkent, exigeant le départ des «dominateurs russes».
- GÉORGIE, ARMÉNIE, AZERBAÏDJAN : multiples grèves, meetings et manifestations ; actions violentes contre la police à Tbilissi ; le 12-avril, une bombe a éclaté devant le gouvernement de Géorgie. Les Tatars, les Germains et les Meshketiens luttent également pour leurs droits nationaux.

Mitterrand devant 400 patrons

«OUI AU PROFIT !»

C'est un rôle de composition qu'a joué le politicien François Mitterrand lundi après midi, devant 400 chefs d'entreprises, lors du forum de l'Expansion. Car il s'agissait pour lui de convaincre les patrons, en discutant courtoisement entre gens de même monde, que la gestion proposée par le PS serait indolore pour le capital, tout en se démarquant un minimum d'eux, sachant le débat retransmis par la télévision. D'après un sondage de l'Expansion, 73% des patrons croient à une victoire de la gauche, 40% d'entre eux ont une opinion «plutôt bonne» du PS, et 90% pensent que l'union de la gauche éclatera après 78. Les patrons voulaient donc des garanties. Celles que Mitterrand leur a données dessinent avec un peu plus de précision ce capitalisme à la Mitterrand que ne renierait pas forcément Giscard.

Il fallait rassurer Thomas, l'un des plus grands exploités de France, PDG du premier groupe privé français, PUK. Mitterrand n'y est pas allé par quatre chemins : «j'admire le travail de votre prédécesseur, c'est une remarquable réussite de l'esprit humain et de la technique française». Les ouvriers de PUK, les paysans que PUK chasse de leurs terres ou empoisonne, apprécieront. Derrière la flatterie, l'explication : «La nationalisation n'est pas une sanction, elle est une promotion. Elle permettra de bien s'attaquer au problème de la restructuration». Le mot est lâché, personne ne le relèvera. Car si l'on est d'accord sur la nécessité de la restructuration chez les patrons, on l'est moins sur ceux qui en feront les frais. Au passage, Mitterrand, donne quelques garanties : ne seront nationalisées que les quelques monopoles, groupes dominants ou secteurs clefs de l'économie que le PS chiffre à neuf. Les autres nationalisations envisagées par le programme commun (qu'il n'a cessé de minimiser, d'ailleurs), seront soumises au Parlement. Sur les indemnités, autre source d'inquiétude pour les patrons, il a certifié qu'elles se feraient «sans perte de capital, ni de propriété». Simplement, les actions seront transformées en obligations. Changement de méthode, mais le principe reste le même.

VIVE LE PROFIT !

La gauche respectera-t-elle «l'esprit d'entreprendre», c'est-à-dire la possibilité d'accumuler du capital, d'embaucher, de licencier, bref, d'exploiter ? Oui, répond Mitterrand sans sour-

ciller : «Nos consciences sont marquées par le vieux conflit entre patrons et salariés. C'est normal, mais il faut le dépasser (!) Nous disons oui à la capacité de profit, à condition qu'il s'arrête là ou commence l'exploitation, à condition que le gros n'écrase pas le petit...» Les patrons ont enregistré. Eux savent bien qu'il n'y a pas de profit sans exploitation, par définition.

Mitterrand n'aura pas convaincu la majorité des patrons d'adhérer au PS, évidemment. Il était là pour montrer la force du PS dans l'union de la gauche, pour leur donner des garanties. Et il l'a fait. Les éloges aux entreprises «dynamiques» (PUK, Banque Paribas) n'étaient pas que flatterie, il n'y a pas vraiment divergence entre le capitalisme adouci proposé par Mitterrand et le capitalisme «sans ses excès» de Giscard. Tout au plus des nuances sur la meilleure rationalisation de l'économie à effectuer. Cela peut heurter certains patrons, mais pas dresser l'ensemble d'entre eux. Pour les travailleurs, totalement absents du débat, alors qu'ils en formaient la trame cachée, une confirmation : Mitterrand se pose en futur premier ministre, en meilleur gestionnaire du capitalisme, capable «de rassembler un plus grand consentement» que le gouvernement actuel. Et une éventualité de plus en plus précise : celle d'un couple Giscard-Barre à combattre après 78. Que Mitterrand n'ait relevé à aucun instant l'opinion des sondés de l'Expansion selon laquelle la gauche éclaterait après 78 est significative à cet égard.

Eric BREHAT



Mitterrand avec Serge Dassault, polytechnicien, fils de Marcel Dassault

PONIATOWSKI ET SA SÉCURITÉ

Au Conseil des Ministres d'hier, Poniatowski a tenu à faire un exposé sur la sécurité routière. Des chiffres d'abord : de 1972 à 1975, le nombre des accidents de la route avait sensiblement diminué ; mais depuis avril dernier, il semblerait que l'on assiste de nouveau à une augmentation : ainsi, de janvier à septembre de cette année, le nombre des accidents de la route aurait augmenté de plus de 512 unités, par rapport à la même période de l'an dernier. Soit, une augmentation de 60 %.

Reste à savoir comment Poniatowski entend intervenir : on connaît déjà la réponse. C'est le déploiement toujours plus grand de policiers et autres forces de répression, sans lésiner sur les moyens de prévention et de répression. Et ces moyens, théoriquement au service de la sécurité de la route, servent, en fait, à la sécurité de la bourgeoisie. Ainsi, la municipalité de

Caen était fière des caméras et «mouchards» installés aux carrefours de la ville (notre photo), afin de prévenir les excès de vitesse. Or un des usages de ces caméras, jusqu'à ce jour, a été de fournir de nombreux clichés à la filaille lors des manifestations paysannes de ces derniers mois dans les rues de Caen.

Et les flics sur le bord de la route, ce sont aussi autant de forces de répression participant de la vaste campagne de terrorisme policier, au nom de la «sécurité des Français». Jean Patrick vient d'en faire l'expérience. Ce jeune motocycliste, pour avoir roulé trop vite dans les rues de Verdun, a été pris en chasse par une patrouille de flics qui, pour mieux le rattraper, n'a pas hésité à faire feu. Aujourd'hui, Patrick est à l'hôpital, avec une balle dans le mollet. C'est ce que certains appellent la «sécurité routière» !

● GREVE DES DÉTAILLANTS EN FRUITS ET LÉGUMES : Les détaillants en fruits et légumes ont décidé hier à Rungis de faire grève à partir de lundi. Ils entendent protester contre la taxation des marges bénéficiaires imposée par le plan Barre.

● Le cinéma progressiste «le 14 juillet» a fait l'objet d'un attentat de la part d'une organisation sioniste, dans la nuit de mardi à mercredi. Cet attentat, qui n'a occasionné que des dégâts matériels, révèle une fois de plus les menées des groupes sionistes qui cherchent à appliquer en France les pratiques terroristes qui sont celle de l'«Etat d'Israël».

Propositions d'action du PCF

Un épisode de la concurrence électorale PS-PCF

Le Bureau Politique du PCF a fait mardi de nouvelles propositions d'actions communes à ses partenaires de l'union de la gauche. Une nouvelle fois le PCF tente de prendre l'initiative sur ce terrain et de forcer la main au PS.

Cette attitude répond à un double souci, d'une part elle est fonction de l'opposition massive des travailleurs au plan Barre, d'autre part elle vise à faire contre-poids au PS au sein de l'union de la gauche.

Le PCF ne peut évidemment ne pas tenir compte des réactions des travailleurs au plan Barre, y compris de ses sympathisants et de ses militants. Bien qu'il souhaite avant tout que les luttes ne connaissent pas de développement en période électorale il est obligé de prendre en considération la combativité de la classe ouvrière. C'est pourquoi il propose deux types d'action : les journées nationales d'action du genre

de celles qui auront lieu à Renault aujourd'hui : débrayages de quelques heures. Ces actions visent également à désamorcer progressivement la volonté de lutte des travailleurs et à les amener jusqu'en 78 qui demeure l'objectif, à voter pour l'union de la gauche. Les objectifs d'action du PCF sont établis pour mettre les revendications des travailleurs à la remorque de celles des couches moyennes.

Le PS, n'a par contre aucun intérêt au développement des journées d'action, d'une part en raison de la faiblesse de sa base ouvrière, d'autre part parce que dans ce genre de démonstrations il apparaît en position de faiblesse par rapport au PCF.

Le parti de Marchais n'a pas d'autre possibilité pour obtenir des gages politiques du PS que de s'approprier ces journées d'action. C'est pourquoi, il veut le contrôle des luttes et les utiliser pour ses propres intérêts électoralistes.

Débat parlementaire BARRE DEMANDE DE NOUVEAUX SACRIFICES

Le débat parlementaire sur la loi rectificative de finances s'est poursuivi hier. Dans son discours, Barre a réaffirmé que la lutte contre l'inflation signifiait l'amputation des salaires et de la consommation populaire : «Notre pays doit avoir la force de reprendre le contrôle de l'inflation. La solution passe par la modulation de la croissance des revenus».

Une grande partie des débats a tourné autour de la question : «Faut-il mettre un impôt sur le capital ?» et on a vu l'UDR aller dans le même sens que les partis de gauche. Barre, arguant du fait que la taxation sur les plus values et les taxes sur l'héritage constituaient déjà un impôt sur le capital, a repoussé l'amendement proposé et demandé qu'il soit renvoyé en commission. La polarisation sur la question de l'impôt, de la justice fiscale, vise à nous détourner des autres conséquences du plan Barre : austérité et chômage. Les partis de gauche, en se portant sur ce terrain, favorisent les manœuvres d'intoxication du gouvernement. C'est ainsi que Barre, reprenant une nouvelle fois une proposition du programme commun a annoncé que la publicité des impôts serait favorisée par la possibilité de consulter les déclarations de revenus dans les mairies.

Barre demeure toutefois inquiet sur la réussite de son plan, il en a une nouvelle fois appelé aux travailleurs

pour qu'ils se laissent saigner en douceur : «Le succès dépendra surtout de la volonté de chacun des Français de contribuer à l'effort de redressement». Nos luttes lui montreront sans tarder qu'il n'en est pas question.

Suite de la page 1

A cette nouvelle menace de crise économique s'ajoute la hausse des taux d'escompte en Grande Bretagne et en Italie : 15% contre 10,6% en France qui n'incite pas les capitaux spéculatifs à se placer en France.

Mais plus fondamentalement ce qui provoque la baisse de la Bourse de Paris, c'est la conjonction de la récession qui s'annonce et de la crainte des luttes contre le plan Barre qui n'a pas recueilli le consensus. Ainsi un des titres qui a marqué les plus fortes baisses est-il Usinor, ce qu'on ne peut expliquer uniquement par la crise de la sidérurgie puisqu'Usinor pour l'instant est assez peu touché, mais plutôt par la grève qui se déroule à Usinor Dunkerque, et ses possibilités d'extension.

L'EXTRÊME-DROITE SE DISPUTE UN HÉRITAGE DE TRENTE MILLIONS

Qui héritera de l'écrivain fasciste Hubert Lambert Saint-Julien décédé récemment ? Le Pen exhibe un testament le reconnaissant seul héritier des trente millions (trois milliards anciens) qui constituaient sa fortune. Deux détails empêchent pour l'instant Le Pen d'empocher cette somme, d'autres prétendants à l'héritage présentent également des testaments du disparu. D'autre part, le décès paraissant suspect, le permis d'inhumation a été refusé et une autopsie dont on ne connaît pas encore le résultat a été pratiquée. Un tel héritage ne pouvait qu'exciter les convoitises des groupes fascistes rivaux, qui on le sait n'hésitent pas sur les moyens.

LUTTES OUVRIÈRES

PEAGE DE ROUSSILLON

La lutte continue pour vivre et travailler au pays

Hier s'est déroulée à Péage-de-Roussillon, une impressionnante manifestation, du carrefour des usines à la place des Halles, une des plus grosses que l'on ait jamais vue au Péage, encore plus nombreuse que le 7 octobre. Plus de deux mille personnes, dont principalement les ouvriers des deux usines de Rhône-Poulenc (textile et industrie) venus avec leur famille, y participaient.

De nombreux enfants portaient des pancartes où était écrit : « Je veux du travail pour mon papa et ma maman, je veux vivre à Salaise, ou à Péage ou St Maurice... »

Cette journée est le prolongement de la journée « ville-morte » à Péage le 21 mai et la manifestation du 20 juillet...

Hier, les ouvriers des deux usines ont débrayé pendant trois heures pour participer à la manifestation. De nombreuses organisations familiales y appelaient également, et les commerçants ont fermé boutique. Les nombreuses banderoles indiquaient la volonté des travailleurs : « Nous voulons vivre et travailler au pays », « une seule solution, l'action », « défendons notre emploi, nous sommes seuls en France, il y a des

La place des Halles était trop petite pour contenir tous les manifestants dont un grand nombre a dû rester sur la nationale 7 pendant la durée de l'assemblée.

Dans son intervention, le responsable de la CFDT disait notamment : « La réponse de Rhône-Poulenc à nos revendications n'est pas que le chantage, la calomnie, l'illégalité, la violence... Ilya deux lois, deux justices ; celle des riches, de Rhône-Poulenc et celle pour les travailleurs... ces jours sont décisifs pour l'avenir de notre emploi, de notre ville et aussi pour l'avenir du syndicalisme... Les travailleurs doivent occuper leurs ateliers pour empêcher la sortie du matériel que la direction va sans doute envisager de faire... nous ne sommes pas seuls en France, il y a des

dizaines de cas semblables... L'action d'aujourd'hui ne doit pas être sans lendemain mais doit être un tremplin pour développer la lutte... » Cette intervention offensive posait concrètement les problèmes de la continuation de la lutte. Le responsable de la CGT soulignait également la nécessité de poursuivre la lutte mais n'offrait comme perspective que « la nationalisation de Rhône-Poulenc et l'application du programme commun ».

Cette journée était un grand succès, réalisé dans l'unité syndicale, bien que des divergences continuent de subsister, notamment sur l'occupation des ateliers qui permettrait en même temps que de s'opposer à la sortie des marchandises de renforcer l'unité des travailleurs.

Correspondant
Péage-de-Roussillon

Siège de Merlebach :

NON AUX MUTATIONS ! NON À LA LIQUIDATION DES Puits !

La direction des HBL voudrait imposer la mutation de plus de mille mineurs du siège de Merlebach vers d'autres puits. En même temps, un certain nombre de mineurs reprendraient progressivement l'exploitation au puits 5, à Reumaux, à Cocheren. Mercredi à treize heures, à l'initiative de la CFDT une assemblée a réuni plusieurs centaines de mineurs. Le point de vue qui s'en dégage, c'est le refus des mutations. Mais, de nombreux mineurs se demandent comment réagir, alors que chacun va recevoir individuellement sa feuille de mutation. Là-dessus, rien de précis, sinon une rencontre prévue entre les différents syndicats. Après l'assemblée, des discussions animées ont eu lieu sur le carreau.

C'est certainement une lutte très importante qui s'engage à Merlebach : pour le maintien de l'emploi et des revenus, mais aussi contre la liquidation des puits, contre la politique de récession de la bourgeoisie.

Pourquoi cette décision des HBL alors que l'incendie semble en voie d'être maîtrisé ? Les quatre mille mineurs du siège sont en chômage technique depuis près de quinze jours, pourquoi ne pas le prolonger de quelques jours encore ? Pourquoi organiser des mutations alors qu'il est prévu une reprise progressive du travail dans le siège de Merlebach à partir de ces jours-ci ?

LE PROJET DE RÉCESSION MAINTENU

Pour le délégué mineur, la réponse :

1°) C'est une manœuvre de division qui permettrait de disséminer les mineurs de Merlebach, qui permettrait la répression contre les plus combattifs, les syndicalistes, car les mineurs de Merlebach ont toujours tenu leur place dans la lutte.

2°) C'est une mesure de

SMN (Caen)

Un ouvrier inculpé pour la mort d'un camarade de travail.

C'EST LA SMN QUI EST RESPONSABLE !

LE 8 décembre 1975 Jean-Claude Thomas ouvrier du manœuvre-manoiner est mort écrasé entre deux wagons. 4 mois après la justice bourgeoise inculpe son camarade de travail, Jacques Lemanissier, d'homicide involontaire. Le patron dégage sa responsabilité en laissant inculper Lemanissier après avoir envoyé son camarade de travail à la mort. Jacques Lemanissier est-il responsable ? Les ouvriers de la SMN sont convaincus du contraire et ont déjà montré leur solidarité avec leur camarade en signant des pétitions et en débrayant.

Peut-on en rester là aujourd'hui le camarade passe en jugement : le jeudi 14 nous devons nous mobiliser et nous rendre nombreux au tribunal afin de faire échec à la justice bourgeoise.

En 1975 la SMN a déjà tué 4 travailleurs ; en 1975, 2 539 déclarations d'accidents du travail, 796 accidents avec arrêt, dont 204 avec plus de 21 jours d'arrêt. A ce triste bilan s'ajoute les mutilations de doigts, de bras, de jambes coupées, des travailleurs défigurés, diminués. Pourtant à l'intérieur de la SMN, de grands panneaux placardés aux principaux carrefours

vanter la sécurité « œuvre » de tous.

Qu'en est-il exactement ? Une fois de plus nous constatons l'hypocrisie des règlements : ils sont en contradiction avec la politique de rendement qui ne tient pas compte de la sécurité des travailleurs. Tel réseau de chemin de fer mal adapté, ne répondant plus au trafic actuel de l'usine : productivité doublée en l'espace de 10 ans. Ce qui démontre de façon éclatante la responsabilité lors des accidents du travail de l'organisation capitaliste du travail.

Engager la lutte, c'est riposter contre un des aspects de la crise que veut nous faire payer la bourgeoisie, mais il ne peut y avoir de lutte conséquente pour la santé et la sécurité dans le travail sans une remise en cause des rapports de production, donc du système capitaliste.

Travailleurs, ce qui arrive à notre camarade peut arriver à chacun de nous car les patrons essaieront d'étendre ce genre de répression. La cellule de la SMN du PCRml appelle tous les travailleurs à venir massivement au palais de justice de Caen, le jeudi 14 octobre 1976 à 15 H pour soutenir notre camarade Lemanissier. Seul ce rapport de force permettra de faire reculer la justice bourgeoise.

TOUS AU TRIBUNAL JEUDI
14 OCTOBRE

(Cellule SMN du PCRml.)

Réhault : Lutte contre la répression du préfet

Lundi 4 octobre, parti de tous les coins du département, cinq cortèges de voitures totalisant 200 véhicules sont montés sur deux files de Fougères, de St Malo de Redon de Vitré pour converger sur Rennes à midi, bloquant toute circulation pendant trois quarts d'heure.

Le but de cette manifestation organisée par l'UD.CFDT était de demander à Le Douarec (député UDR de Rennes et vice président de la chambre des députés) ce qu'il comptait faire pour Réhault, Siccna et les milliers de chômeurs du département. L'accueil en ville fut chaleureux.

Aussitôt l'action terminée, le préfet de région suspendait quinze permis de conduire dont neuf de Fougères, certains à des ouvriers n'ayant pas participé à la manifestation. Malgré les sommations du commissariat, aucun « Réo » n'a porté son permis et mardi 12, la cour de la sous-préfecture de Fougères était envahie par les travailleurs. Le sous-préfet indiquait qu'il demanderait... la suspension des suspensions. Or, d'autres demandes de retrait sont arrivées depuis ! Aujourd'hui à 14 H, une assemblée générale à l'usine Réhault décidait de la riposte face à ces haineuses attaques contre les travailleurs privés d'emploi.

SAMEDI 16 OCTOBRE : PORTES OUVERTES À RÉO

Samedi 16 octobre, les « réo » organisent une nouvelle journée « portes ouvertes », avec visite de l'usine en activité et vente de la collection d'hiver. Les travailleurs de Réhault fabriquent maintenant des chaussures d'hommes et d'enfants, alors qu'auparavant l'usine ne produisait que des chaussures de femmes.

A Réhault, la lutte continue avec vigueur.

Y.C.

RESTER VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS

Dans la discussion, c'est aussi la volonté de rester au pays pour y vivre et travailler qui apparaît. Cette aspiration, c'est celle qui s'était déjà manifestée dans la lutte résolue de Faulquemont. « Si on est mutés, qu'est-ce qui nous attend : le sale boulot ». Ce n'est pas facile de reprendre dans un nouveau puits, dans des conditions toutes différentes. Un mineur qui a déjà bientôt vingt-cinq ans de mine dit : « Qu'est-ce que j'irais faire là-bas ? J'ai toujours travaillé ici, c'est là ma place ». Des jeunes qui ont déjà connu des mutations disent : « On n'a pas envie de recommencer ». Et puis, mutations cela veut dire aussi allongement du temps de travail et progressivement la disparition de certains villages et localités.

UNE GRANDE DÉTERMINATION DES MINEURS

C'est une grande détermination qui apparaît. Les mineurs de Merlebach ont de riches traditions de lutte. Et quand l'un d'eux demande : « Et si on nous réquisitionne ? ». La réponse vient rapidement : « En 63, quand De Gaulle a voulu faire la réquisition, il a dû reculer, ce qu'on a fait, on le fera encore ».

C'est un profond sentiment de classe qui s'affirme, pour mener la bataille pour le maintien du puits, en même temps que pour assurer la

sécurité. « Il faut sauver les puits contre l'incendie, pour que les mineurs continuent à y travailler, contre les projets de la bourgeoisie ».

Et contre les projets de la bourgeoisie sur « la fatalité, le lourd tribut à payer à la mine, sur la mine périmée », c'est le point de vue de la lutte qui l'emporte. C'est aussi de cette façon, en même temps qu'ils feront la vérité sur l'accident, que les mineurs vengeront leurs seize camarades du puits 5. En s'opposant aux mutations, en imposant le maintien du puits, en luttant pour la sécurité, les mineurs montrent que c'est le capitalisme, ce système d'exploitation pourri qui est périmé.

Correspondant Merlebach

● GREVE DANS LA RÉGION LYONNAISE : Les ouvriers de l'établissement Serpollet à Lyon, entreprise de travaux publics sont en grève avec la section CGT nouvellement créée depuis le 7 octobre.

Les revendications portent sur les salaires, les conditions de travail et les libertés syndicales. La direction refuse de négocier tant que la grève se poursuit et les ouvriers ne sont pas prêts à céder. La lutte continue.

LUTTES OUVRIÈRES

La SNCF et la crise du système capitaliste dans les transports(2)

LE PLAN BARRE
ET LA RESTRUCTURATION DES TRANSPORTS

Au cœur des débats du 33^e Congrès CFDT des Cheminots (qui s'est ouvert mardi à Montpellier-La Grande Motte), un problème est particulièrement en cause, c'est la «politique des transports». L'équipe fédérale sortante l'a plus spécialement placé sous le double signe d'une critique du système capitaliste d'organisation des transports et de sa crise d'une part, et d'objectifs qui seraient à définir pour une «politique socialiste des transports»... dans le cadre d'un passage de l'Union de la Gauche au pouvoir en 78. On voit tout à la fois l'ambition mais aussi l'ambiguïté du projet !

Cette initiative s'inscrit, en effet, de manière

nettement avouée, dans la recherche «d'objectifs significatifs de transformation conduisant au socialisme autogestionnaire» (ouf !) décrétée par la majorité confédérale du 37^e Congrès CFDT d'Annecy en juin dernier. Elle pose l'équipe fédérale qui se présente actuellement aux suffrages des syndicats cheminots CFDT comme un support effectif de la direction confédérale réformatrice.

Avant d'envisager les implications d'une telle position et les réactions des syndicats, nous apportons aujourd'hui quelques éléments à verser au dossier de la critique de l'organisation capitaliste des transports.

Les transports, c'est bien sûr tout un ensemble structuré par le capitalisme qu'il est difficile d'examiner par «morceau»...

Mais, le chemin de fer, par son importance économique et la convergence des problèmes qui s'y manifestent, constitue un champ particulièrement choisi du développement capitaliste des transports.

De nombreuses entreprises travaillent pour le réseau ferré et par lui (produits longs sidérurgiques, constructions mécaniques et électriques, bâtiment et travaux publics...); la plupart en usent comme moyen de transport (ne serait-ce que partiel)... L'économie régionale en dépend (directement ou secondairement): on connaît les «batailles du rail» modernes engagées en Bretagne ou en Provence (Draguignan...) contre les visées du VI^e puis du VII^e plan en matière de dessertes (marchandises et voyageurs) de secteurs laissés pour compte par la bourgeoisie.

Le contrat de Programme Etat-SNCF, dès 1974, avait continué la restructuration engagée à la SNCF depuis 1969 dans le sens d'un élagage massif des réseaux secondaires, d'une accélération de la diminution de personnel, avec comme prétextes: «en finir avec la concurrence des modes de transports» et «développer la qualité du service par la modernisation des moyens». En fait, si plus de huit mille kilomètres de voies ont été bien liquidés depuis 60 déjà et les effectifs «dégraissés» de 11 865 cheminots de 72 à 74 seulement (sans préjuger des dernières coupes vives), l'anarchie des transports, elle, continue de sévir de plus belle !

LA SNCF EN BUT
À LA «FILIATION»:

En 1974, la SNCF c'était aussi six filiales de transports, avec une participation dans dix-huit autres et le rattachement (via la SCETA, filiale de transports routiers auxiliaires de la SNCF) de vingt-neuf entreprises routières juridiquement indépendantes mais de fait partie prenante des orientations du chemin de fer, pesant sur son évolution... «La société-mère contrôle très mal ses filiales», par contre !

Les conséquences pour les travailleurs sont d'importance: transfert d'effectifs avec perte progressive d'avantages (par le biais de leur non-extension au personnel

recruté après passage en filiale: Sernam, Sceta...), division du personnel par petites unités très souvent sans organisation syndicale solide et morcelée en statuts, salaires et conditions de travail largement distincts, en constante dégradation.

Sous un autre angle, celui des «services» attendus par les travailleurs, en tant qu'«usagers», c'est une complexité accrue des modes de transport et des dessertes détériorées (au rythme de l'abandon de la desserte unifiée SNCF).

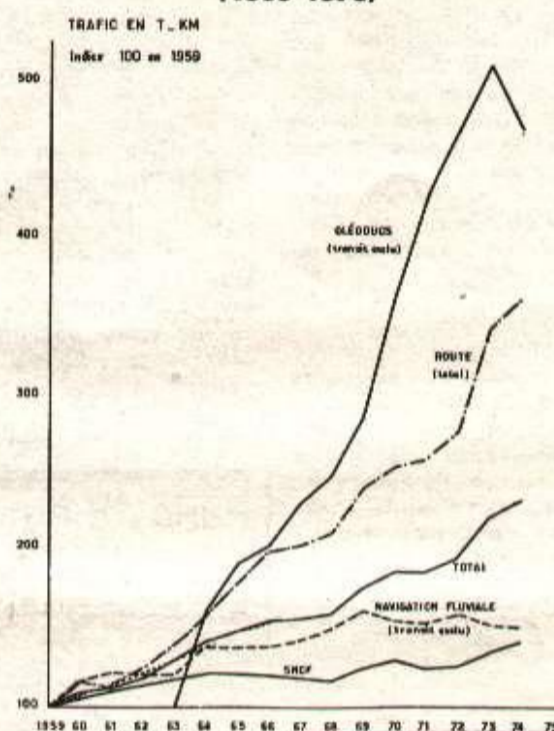
C'est encore, pour les chauffeurs routiers que leurs patrons lancent à l'assaut des nouvelles zones à couvrir, sans cesse plus étendues, des parcours difficiles où la fatigue s'accroît avec la division des primes.

LA RELANCE DU FER,
C'EST DU BIDON !

La crise pétrolière avait en 73-74 provoqué la «satisfaction» (tout au moins officielle) de la direction SNCF et... des directions syndicales, sur le thème: «Une nouvelle chance pour le fer», du fait de la moindre consommation d'énergie des transports par rail par rapport à la route. Mais, «la chute d'activité économique a entraîné une réduction importante du fret à transporter» qui a annulé cet «avantage» et, de fait, la crise ayant particulièrement touché des secteurs comme la sidérurgie (gros client du fer), le chemin de fer a vu encore s'accroître ses difficultés l'accroissement de la part des transports routiers par rapport au fer s'est maintenu. Pour le fer aussi, «la relance, c'est du bidon»...

Les hausses de tarifs de juin, juste avant le pseudo «blocage» de Barre, ont frappé les travailleurs: petits colis et billet de seconde classe ont d'ailleurs augmenté depuis une dizaine d'années sans commune mesure avec les tarifs du fret lourd (notamment grâce aux dégrèvements et autres bonifications obtenus par les principales entreprises clientes du fer, au titre de la formation de Trains Complètes*). Elles n'ont par contre rien changé au déficit budgétaire savamment orga-

* «Train Complet»: lot de wagons de marchandises expédiés par un même client d'une même origine à une même gare de destination et bénéficiant de tarifs dégressifs.

EVOLUTION DES TRANSPORTS
TERRESTRES DE MARCHANDISES
(1959-1975)

nisé à l'encontre de la SNCF depuis des années ! Cumulés, les déficits des exercices 72-75 avoisineraient les trois milliards, rappelait récemment un responsable CFDT... La limitation des investissements (en chute de 5 % depuis 67), une politique systématique de bonification pour «gros chargeurs» et d'abandon de tâches à des sociétés prestataires de services viennent prendre en étau la SNCF avec l'augmentation très sensible des tarifs des approvisionnements et construction (tant d'infrastructures payées par le fer que de véhicules, telle la ruineuse mise en service des nouvelles «voitures Corail»)...

LES COUPS
D'ACCÉLÉRATEURS
DU PLAN BARRE

Déjà au printemps dernier, la SNCF et l'Etat-patron avaient opposé aux revendications des cheminots (quatre cents francs de rattrapage salarial, amélioration des conditions de travail et notamment des horaires de roulement, augmentation des effectifs titulaires...) le spectre d'un budget déficitaire. Il s'agissait déjà d'économiser; c'était le plan Barre avant la lettre !

Les seuls investissements existant étaient autant de moyens de s'en prendre au passage à l'emploi des cheminots (distributeurs et validation automatiques de billets, réservation électronique, système de contrôle des voies et d'aiguillage

réorganisé...) sans contrepartie d'ouverture de postes équivalents; c'était aussi un ensemble de réalisations de «prestige» sans rapport avec les problèmes de transports soulevés par les masses populaires (rames TGV 001, luxueuses voitures Corail première classe, lignes souterraines de la Part-Dieu à Lyon, etc.)...

Depuis, le trucage du «déficit» sciemment organisé a été maintes fois dénoncé, des études syndicales ont pu démontrer également le caractère truqué des bilans d'exploitation des lignes destinées à la fermeture. «Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage», dit-on ! Maintenant voilà qu'avec la publication en septembre du Rapport de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale on souligne que l'essentiel des fermetures depuis 1960 «apparaissent aujourd'hui comme des erreurs». C'est qu'il y avait du plan Barre dans l'air ! Avec à l'ordre du jour la nécessité à nouveau de «réaliser des économies d'énergie» et «mieux utiliser le patrimoine ferroviaire existant»...

La contre-partie à sera nette pour les travailleurs: LIBÉRATION DES PRIX EN AVRIL PROCHAIN POUR CEUX QUI SONT USAGERS DU FER ET DÉGRADATION DE LA CONDITION DES CHEMINOTS !

Les contrats salariaux 76 avaient été maigres au point de lancer à deux reprises les cheminots dans l'action.

Mais ceux de 77 seront franchement ridicules ! Barre a annoncé la couleur: rien au-dessus de 6,5 % cette année. Et à plusieurs reprises, des menaces ont plané sur la retraite des cheminots (surtout celle, à cinquante ans, des roulants). La journée de travail, les temps de repos (et lieux de repos possible pour les roulants, conducteurs et agents d'accompagnement), et jours de congés seront aussi l'enjeu d'une âpre négociation cette année, avec le danger d'un alignement sur les plus mauvais régimes de travail européens qui plane... Et bien sûr, pour les nombreux travailleurs du rail employés hors de leur région d'origine, c'est le retour au pays qui s'estompe avec un prévisible blocage des mutations et resserrement de l'embauche !

Voilà contre quoi d'ores et déjà monte la colère des cheminots et ce sur quoi le 33^e Congrès CFDT de Montpellier doit se prononcer présentement, en définissant une politique offensive et des mots d'ordre pour une riposte immédiate !

STA : LA DIRECTION
MENACE... LES
TRAVAILLEURS
DESCENDENT DANS LA RUE

M. Soufflet, président du holding VIA, dont la branche STA est en grève depuis le 4 octobre, se croit encore aux beaux jours où il était ministre des armées. Aux revendications des travailleurs, il oppose la menace: les gars occupent... aussitôt, des poursuites sont engagées pour une soi-disante «atteinte à la liberté du travail». Devant la demande d'augmentatif de 400 F mensuels, on accorde 3,5 % à prendre ou à laisser.

Soufflet et ses collaborateurs se trompent: les travailleurs ne sont plus des bidasses ! Et puis, lorsque la publication du bilan financier pour le premier semestre 76 montre une progression de 53,14 %, il est difficile d'affirmer que la «crise ne permet pas de discuter des revendications des travailleurs».

Raymond: «T'as vu que l'on vient d'afficher ?» il nous montre un communiqué de la direction qui agit les foudres de la répression, et tente d'imposer ses conditions; «en plus, la CGI (société propriétaire du matériel de la FTA) fait pression en essayant de réduire le nombre de participants à la lutte. C'est pourtant simple: on est

800 salariés. 98 % sont en grève; pour eux, cela fait 350. Et puis, comme les cadres font partie de la CGI, ils refusent toutes discussions».

Louis: «Tu peux le dire ! nous en avons assez d'être payés avec un lance-pierres. Tu te rends compte, au groupe 5, ce sont des

chauffeurs-encaisseurs et on les paye sur la base de 8,75 Fr de l'heure.»

Raymond: «oui, en plus avec le système de prime, les chauffeurs se trouvent en réalité payés au jour ! plus ils roulent et plus ils sont payés. Ils se tapent en moyenne 70Km par jour et certains font jusqu'à 16 h de travail dans leur journée. Si tu refuses, on te vire ! C'est comme ça que les accidents arrivent; de plus, le chauffeur se voit retirer son permis et se retrouve sans boulot.»

André: «Nous, au département «pétrole», nos salaires sont bloqués depuis 15 mois parce que, paraît-il, les affaires du service sont en baisse. C'était ça ou la porte !»

Raymond: «C'est comme la menace de poursuite pour entrave à la liberté du travail, c'est faux ! Il y a 2 % de non-grévistes. Tu peux aller voir, ils bossent à la mécanique. Nous on bloque les véhicules; les voitures c'est notre casse-croute, pas question de les laisser partir ! Ils menacent ? et bien aujourd'hui on manifeste. On y monte à la direction et on ne se laissera pas faire !»

Roger Harseyne

La STA est une branche du groupe VIA, holding contrôlé financièrement par la Banque de Paris et des Pays-Bas. La SNCF (Branche SCETA) en est partie prenante. La STA est en fait une société de prestation de service puisque le matériel appartient à la société GIT qui fournit aussi les cadres et que les locaux appartiennent à une société mixte.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Sully-sur-Loire

UNE VILLE COUPEE EN DEUX

Depuis le 5 octobre, et pour au moins 5 semaines, l'agglomération de Sully est coupée en deux par la fermeture du pont routier pour cause de travaux, seuls les piétons sont autorisés à traverser le fleuve en empruntant l'ouvrage.

Il ne s'agit pas ici de condamner la nécessité d'entretenir le pont, mais les conditions de vie et de travail de la population.

En effet l'administration, préfecture et équipement, n'a prévu aucune solution de rechange qui aurait permis aux véhicules de franchir le fleuve ; or des solutions existaient :

- aménager le pont S.N.C.F. qui existe juste à côté du premier et qu'un seul train de marchandises franchit une fois par jour ; trop cher réplique l'administration.

- faire un pont de bateaux provisoire : trop

dangereux répond l'armée, c'est sûrement vrai (!) puisqu'elle dit « il n'y a que chez nous où nous avons droit à 7% de pertes pas chez les civils et en temps de paix ».

- exécuter les travaux du pont routier par demié chaussée, ce qui aurait donné une circulation alternée pendant 5 ou 6 mois affirme l'administration, ajoutant ce serait trop long dans ce cas.

Peut-être, mais les résultats de tout ça aujourd'hui, ce sont les travailleurs les premiers qui en pâtissent, puisque les usines se trouvent au sud du fleuve et que 40% d'ouvriers y travaillant habitent au nord.

Les conséquences ? allongement de la journée de travail par celui du temps de transport, fatigue supplémentaire, il faut faire un détour journalier de 50kms (au prix où est l'essence) ou marcher à pied.

Comme le déclare un délégué de l'usine St Gobain :

«Qu'il pleuve, qu'il vente, qu'il neige, ils doivent pour beaucoup d'entre eux (ouvriers) se lever de très bonne heure le matin, pendant que certains sont encore bien au chaud dans leur lit. Pour les femmes qui travaillent et qui ont des enfants en bas âge, peu importe comment elles s'organisent (la crèche est au sud) pourvu qu'elles pointent à l'heure !...»

Un comité de défense des usagers du pont a été créé, dirigé par les commerçants et petits patrons : sa préoccupation essentielle ? «On va perdre la clientèle du nord et nos marges bénéficiaires vont en prendre un coup, alors pas de travaux du tout».

Notons au passage que ces mêmes commerçants ont toujours refusé l'implantation de commerces concurrents dans les communes riveraines au nord, entre autre celle d'une moyenne surface.

Localement cette affaire a beaucoup fait parler des soucis de la bourgeoisie petite et moyenne face aux représentants du pouvoir central, mais le silence a été soigneusement entretenu sur l'aggravation des conditions de vie qu'entraîne la fermeture du pont pour les travailleurs, ouvriers en tête.

Laissons conclure ce délégué du personnel :

«Si certains patrons ont cru adroit d'envoyer leurs ouvriers à la manifestation (contre la fermeture du pont), ces patrons auraient-ils accepté que ces mêmes ouvriers qui n'ont souvent que le SMIC pour vivre, viennent manifester devant leur bureau pour demander de l'augmentation. Je ne le crois pas. Alors Messieurs, soyez sérieux !».

correspondant ORLEANS

SUCRE :

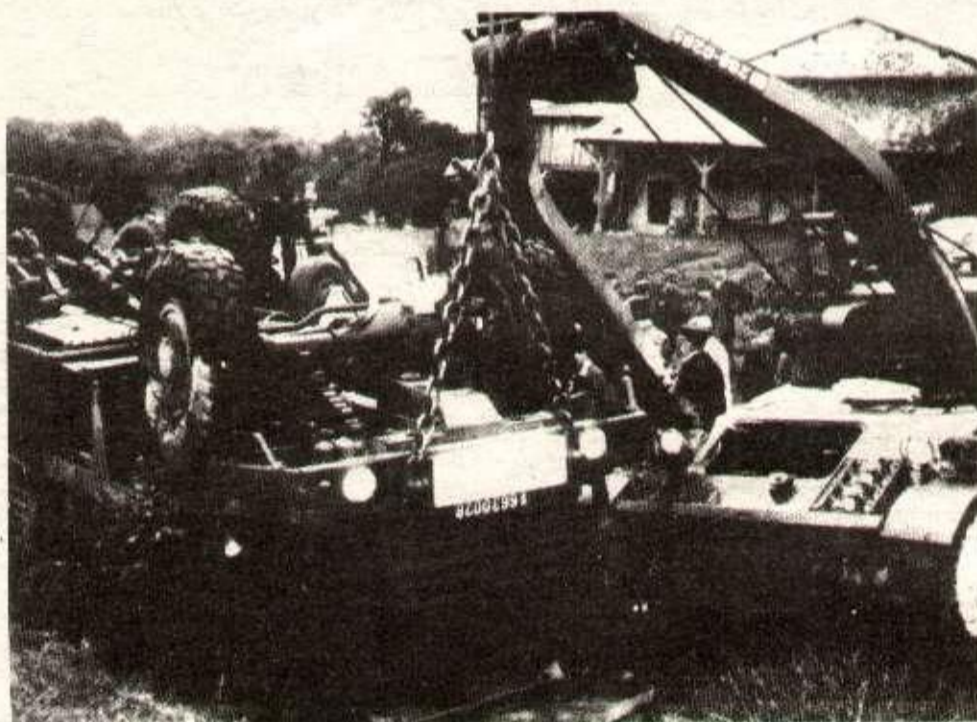
PÉNURIE ARTIFICIELLE POUR PRÉPARER LA HAUSSE

«L'attitude aberrante des ménagères françaises qui se sont précipitées sur le sucre est à l'origine de l'actuelle psychose sur ce produit et des difficultés qu'on rencontre ça et là dans son approvisionnement, notamment dans les grandes surfaces».

Pour les patrons du sucre, qui tiennent ce discours, ce sont les ménagères qui sont à l'origine de la pénurie actuelle de sucre. Depuis deux mois, c'est la version des faits présentée par le pouvoir et les sucriers et complaisamment reprise par la plupart des organes d'information. Pourtant s'il est vrai que sous l'effet d'une campagne alarmiste sur les ruptures de stocks de sucre, certaines ménagères ont stocké quelques kilos de sucre, ce phénomène marginal n'explique pas consommation de sucre a été de 5,3 kg au lieu de 4 kg pour la même période en 75, soit une augmentation de 30 %, qui ne justifie pas la

pénurie actuelle. Les ruptures de stocks se sont produites uniquement dans certains endroits bien précis, et dans certaines surfaces, le phénomène n'a pas été généralisé. Les betteraviers expliquent d'ailleurs que la production sucrière sera largement suffisante cette année pour faire face aux besoins de la consommation. Alors où sont passés les stocks de sucre ? Il ne peut s'agir que d'une pénurie artificielle, provoquée par les patrons de l'industrie sucrière. Dans quel but ? On ne se le demande même pas. Les industriels réclament une hausse de 8,8 % du sucre pour janvier 77, après la fin du blocage des prix, ce qui porterait le kilo de sucre au détail à 3 F. Et les betteraviers demandent une nouvelle prime pour financer leurs investissements. Bonnet a assuré qu'il n'était pas question pour l'instant d'accorder une hausse, mais d'ici janvier 77, il saura certainement se montrer compréhensif.

TROIS SOLDATS TUÉS À L'ARMÉE



A la suite du dérapage d'un camion militaire près de Menil-la-Horgne, dans la région de Commercy (Meuse), trois soldats ont été tués et treize autres sérieusement blessés. Tous appartenaient au 406ème bataillon de Commandement et Service de Haguenau (Bas-Rhin).

Récemment, quatre soldats avaient péri lors de manœuvres «Provence».

Dans le même temps, en Haute-saône, les exercices «Vendémiaires 76» s'achevaient, après avoir occupé la campagne durant trois jours. Pour la première fois, l'armée sortait de ces camps militaires pour pro-

céder à des manœuvres en «terrain libre», c'est-à-dire sur plus de 60.000 hectares - dix fois plus qu'au camp de Mourmelon - mobilisant un peu moins d'une centaine de blindés et hélicoptères. Ce genre de manœuvres, appelées, selon le général Lagarde à se répéter, avait pour but de «convaincre les paysans qu'ils ne risquaient rien à l'entreprise». En d'autres termes, avec ces nouvelles modalités des manœuvres en «plein air», le gouvernement Giscard veut habituer la population au déploiement de ses tanks, en prévision des luttes ouvrières et paysannes futures.

Paris 18ème

Messieurs les élus le 44 rue de Chartres, vous connaissez ?

44 rue de Chartres, un immeuble tout délabré, représente un danger tant pour ses habitants que pour ceux qui vaquent sur le trottoir. En effet, il n'est pas rare que des morceaux s'en détachent et tombent à la rue. Un locataire de l'immeuble a fait le relevé des dégâts. Il s'y connaît, il est architecte. Successivement il s'est adressé aux services d'urbanisme de la préfecture et de la mairie. Depuis plusieurs mois on l'écoute mais rien ne se passe. Comme il devenait par trop gênant, on ne voyait plus que lui dans les services compétents de réception des élus, on a trouvé une solution : on a dressé un échafaudage devant la façade. Depuis huit mois cet échafaudage est désert car aucun travail n'a été commandé. Les lézardes conti-

nent de s'agrandir, les portes ne ferment plus, les fuites d'eau se multiplient. Il a fallu fermer le gaz, cela représentait un trop gros danger. Comment cela va-t-il finir ? Les locataires s'inquiètent car dans le quartier il existe des précédents. Un jour un arrêté préfectoral déclare l'immeuble insalubre. On démontre que

l'habiter représente un danger pour les locataires, un délai très court leur est donné pour évacuer, puis c'est l'expulsion. Est-ce cela que l'on prépare au 44, rue de Chartres ? Il est vrai qu'il existe toujours un promoteur prêt à tirer le bénéfice de ce genre de situation !

Roger HARSEYNE

GISCARD CONTRE L'OCDE

Le gouvernement français a adressé une protestation à l'OCDE (Organisation Communautaire pour le Développement Économique), à la publication, par cette organisation d'un rapport de l'économiste Malcom Sawyer, sur les inégalités sociales dans les pays occidentaux. Au terme de cette étude, la France serait le pays qui aurait le plus développé ces inégalités. Giscard dénonce «le manque de rigueur scientifique» d'une étude pourtant strictement fondée sur les chiffres fournis par l'INSEE.

DANONE-MARSEILLE FERME ET LICENCIÉ

Antoine a fermé l'usine Gervais-Danone de Marseille, ouverte il y a quinze ans, et qui avait produit l'an dernier 115 millions de pots de yaourt et dessert. Cette décision prise par le patron de BSN entraîne le chômage de 152 ouvriers et ouvrières. Mesure prise d'ailleurs, dans l'unique souci des profits de Monsieur Riboud, qui reprochait à cette usine, d'être située dans une région où le lait se vendrait 6 % plus cher qu'en Normandie et que dans les autres régions où BSN a implanté ses unités de production laitière. Cette usine de Marseille sera transférée à Turin, en Italie.

AU CET D'ETAMPES UN MOIS APRÈS LA RENTRÉE

Au CET d'Etampes, rien ne s'est amélioré. A la rentrée, quatre vingt élèves, étaient allés s'inscrire à l'agence pour l'emploi, parce qu'il «n'y avait pas de place pour eux au CET» ! Rien de changé de ce côté. De plus, il manque toujours des enseignants, en particulier, en comptabilité. Pour le transport, les frais s'élèvent à 450 F pour l'année, venant s'ajouter aux 300 F de «frais de scolarité». Aussi les jeunes d'Etampes se sont réunis et ont fait signer une pétition dans le CET : 250 signatures sur 300 élèves et vont organiser une marche sur le rectorat. Toujours dans le même CET, construit à l'économie, une classe en préfabriqué s'est envolée d'un coup de vent.

correspondant.

LE BUT D'ASSAD :

LE MASSACRE DE LA RÉSISTANCE
PALESTINIENNE PAR L'ALLIANCE AVEC ISRAËL

Depuis le début de son intervention au Liban, le régime syrien prétend soumettre la Résistance Palestinienne à son contrôle, prétendant que rien ne pouvait se faire contre Israël sans la Syrie. Le plan syrien de fonder une fédération Jordanie-Syrie-Liban-OLP conduirait à soumettre entièrement la Résistance Palestinienne au régime syrien, c'est-à-dire serait

un moyen de la paralyser.

En poursuivant ce but depuis le début de son intervention militaire, Assad a d'abord cherché à obliger l'OLP à changer de ligne, notamment à accepter la conférence de Genève. Les premières pressions militaires ayant échoué, Assad a tenté de contraindre l'OLP à changer la direction de l'OLP,

au moyen d'une nouvelle agression militaire. C'est cette tentative qui se poursuit aujourd'hui. La fermeté de la Résistance Palestinienne qui refuse de se laisser dicter sa conduite par quiconque et de trahir la lutte du peuple Palestinien, conduit Assad à préparer un massacre pur et simple et à tisser une alliance avec l'Etat d'Israël, contre la Résis-

tance Palestinienne. Assad veut soumettre, Israël rêve de détruire la Résistance.

Les deux politiques se rejoignent aujourd'hui sur le terrain du sud Liban dans une formidable opération de tenaille militaire contre les positions palestiniennes et patriotiques libanaises.

Assad arrive au terme

de son évolution, il rejoint le roi Hussein de Jordanie, le camp des pires ennemis des peuples palestiniens et arabes, des alliés d'Israël. A la différence de Hussein en septembre 1970, Assad n'accomplit pas un complot fomenté par les U.S.A. Il accomplit à la fois les vœux de l'URSS qui veut obliger l'OLP à reconnaître l'Etat d'Israël et des Etats-Unis qui

veulent rendre l'OLP complètement impuissante, au besoin par le massacre. Assad, nouveau bourreau du peuple palestinien est l'instrument de la politique des deux super puissances. Que l'une l'emporte en définitive sur l'autre pour la domination du régime syrien, cela s'accomplit contre le peuple palestinien, et les autres peuples arabes.

LA POLITIQUE SIONISTE DE BONNE
FRONTIÈRE PRÉPARAIT L'AGRESSION
SIONISTE AU SUD LIBAN

Dans un bulletin confidentiel intitulé «middle east intelligence survey», le gouvernement israélien détaillait la politique israélienne de bonne frontière, comme une étape vers l'agression du Sud-Liban.

«Il y a un vide militaire au Sud-Liban : ni troupes syriennes (qui prennent soin de ne pas franchir le Litani, la ligne rouge d'Israël), ni forces liba-

évacuées des autres régions du Liban. Dans les deux cas, Israël devra prendre des décisions déterminantes eu égard au changement de statut du Sud-Liban. Les dirigeants israéliens ont déjà clairement signifié qu'ils considéraient aussi bien la mainmise syrienne que le retranchement de l'OLP comme une menace sévère contre la sécurité d'Israël».

Dès le mois de juillet, Israël avait défini la politique qui est en œuvre aujourd'hui au Sud-Liban, la politique d'intervention militaire pure et simple parallèlement aux troupes syriennes à la fois pour étendre la zone contrôlée par Israël dont la nature est depuis sa création l'expansion au détriment des pays arabes, d'une part, d'autre part pour

tenter de briser toute alliance entre les forces populaires libanaises et la résistance palestinienne, pour tenter de détruire toute possibilité à la Résistance Palestinienne de rester au Liban. En agressant le Sud Liban, Israël poursuit sa tentative de liquidation totale du peuple palestinien, entreprise dès la fondation de l'Etat d'Israël.

DES SIONISTES A
JOUNIEH?

Selon le Financial Times, les sionistes n'emmenent plus les navires qu'ils interceptent à Haïfa port israélien, mais à Jounieh le port des Phalanges au nord de Beyrouth. Si elle se confirme, cette nouvelle impliquerait un engagement encore plus important des sionistes au Liban, aux côtés des troupes de Assad.

Aussi conclut le bulletin : «la politique israélienne de la «bonne barrière» ne constitue qu'une période transitoire : le résultat final dépendra des conséquences de la guerre civile.»

C'est par la politique dite de bonne barrière qu'Israël a organisé sous le couvert d'une «aide humanitaire» une véritable armée d'intervention au Sud-Liban en recrutant et en armant les fascistes libanais, qui accomplissent les buts d'Israël d'étendre son contrôle sur tout le Sud-Liban. L'intervention d'Israël au Sud-Liban par le blocus militaire de Saïda et Sour, et par ses troupes terrestres supplémentaires, montre que la guerre du Liban n'est ni une guerre entre chrétiens et musulmans, ni même une guerre entre la gauche et la droite libanaise mais une guerre dont l'enjeu est la Résistance Palestinienne et son alliance avec le peuple libanais qu'Israël veut écraser et le régime syrien soumettre.

Grégoire CARRAT

● OFFENSIVE SYRIENNE
CONTRE SAÏDA ET ALEY
● ATTAQUES ISRAËLIENNES
DANS LE SUD

Hier matin, la Résistance Palestinienne a annoncé que les troupes syriennes avaient attaqué la région de Aley. D'importants tirs de missiles ont précédé l'attaque contre Roum, Aley et Bamdoun menée par des bataillons d'infanterie appuyés par des blindés.

L'offensive syrienne contre Aley a pour objectif d'ouvrir aux blindés la route de Saïda tandis que l'attaque en direction de Saïda est destinée à couper le sud-Liban de Beyrouth.

Mardi, l'armée syrienne a déclenché une violente atta-

En attaquant Saïda, les troupes syriennes ont pour but de couper Beyrouth du Sud-Liban et de s'emparer de la ville dans un deuxième temps. Les sionistes eux veulent couper le Sud-Liban du Nord pour aller vers la création d'une zone sous leur contrôle entier entre la rivière Litani et la frontière actuelle d'Israël. Les chars syriens dans la région de Jbaa et les troupes supplémentaires d'Israël opèrent conjointement à vingt kilomètres de distance seulement. C'est une véritable alliance qui se tisse entre le régime de Assad et l'Etat



naises (forces fascistes, ndr) écrivait en juillet cette feuille. «L'avenir du Sud-Liban reste incertain et dépendra du résultat de la guerre civile. Si le Liban était partagé, le Sud pourrait devenir un no man's land ou une région contrôlée par l'OLP. S'il y avait un règlement global, il serait vraisemblablement alloué aux forces de l'OLP

SOUTIEN TOTAL
A LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE
ET AU MOUVEMENT NATIONAL LIBANAIS !

TOUS A LA MANIFESTATION
JEUDI 14 OCTOBRE

18 H. - MÉTRO OBERKAMPF

A l'appel de : LCR, OC-GOP, OC-Révolution, PCRml
Avec le soutien des organisations anti-impérialistes
d'étudiants et de travailleurs des pays arabes et d'Iran

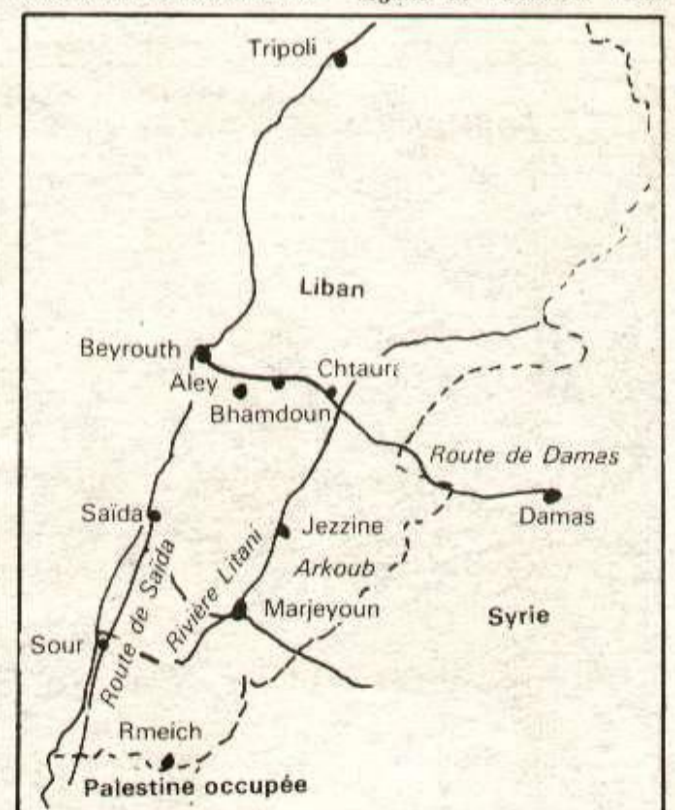
Espagne : actions organisées
par les syndicats

En Espagne, la classe ouvrière s'appête à combattre fermement le plan de Suarez. A l'initiative des Commissions Ouvrières, qui ont dénoncé les mesures de restriction comme autant de tentatives pour «décharger la crise économique sur les épaules des travailleurs», une série d'actions se préparent en union avec l'UGT (Union Générale des Travailleurs) et l'USO (Union

Syndicale Ouvrière). Pour les centaines de milliers de travailleurs de la métallurgie, du bâtiment et de la chimie qui attendent le renouvellement de leurs conventions collectives, le plan est en effet particulièrement grave, un décret-loi adopté vendredi stipule que les conventions collectives actuellement en vigueur resteront telles quelles et qu'il est d'espérer voir réduire la journée de

travail d'ici juillet 77. Un délai de 10 jours seulement sera donné pour renouveler les conventions collectives, tout comme pour régler les conflits survenant entre le patronat et les ouvriers.

Tout cela s'accompagne de larges appels à la «solidarité nationale». Autant d'attaques auxquelles les travailleurs espagnols s'apprentent à riposter.



que en direction de Saïda. Quatre bataillons de blindés et quatre bataillons d'infanterie attaquaient Roum, Hattoura et Jbaa, trois localités entre Saïda et Jezzine, après un intense bombardement d'artillerie qui a duré toute la nuit de lundi à mardi.

Pendant ce temps, les fascistes organisés et armés par l'armée israélienne attaquaient Marjeyoun et étendaient leur agression dans toute la région frontière entre le Liban et Israël, tandis que l'artillerie israélienne bombardait le Sud.

d'Israël. Jamais les chars syriens n'ont dépassé la ligne rouge fixée par Israël, le long de la frontière Litani. Aujourd'hui ils agissent de concert avec les troupes para-israéliennes qui agressent le Sud-Liban. La complicité tacite est devenue alliance de fait, qui devient une véritable tentative de partage du Liban dont la Syrie occuperait le Nord et Israël le Sud. Le secrétaire général de la Ligue Arabe a déposé une plainte à l'ONU exigeant de «mettre un terme à l'activité israélienne au Sud-Liban».

INTERNATIONAL

LA CAMPAGNE
ÉLECTORALE AUX USA

LES AVEUX DE FORD

«Les pays d'Europe de l'Est sont bien sous domination soviétique», a déclaré Ford devant un rassemblement d'électeurs américains originaires de ces États. Pour les démagogues, comme Ford, les paroles ne coûtent rien, et tout est bon pour récupérer quelques milliers de voix, même si l'on doit pour cela contredire ce que l'on avait dit la veille. La réalité est autre : devant la montée du social-impérialisme, les USA en sont aux concessions et sont prêts à avaliser la souveraineté soviétique sur l'Europe orientale si l'URSS les laisse dévorer tranquillement celle de l'Ouest.

QUAND LES PODIUMS DE ROCK
SERVENT DE MARCHÉ-PIED
POUR LES ÉLECTIONS PRIMAIRES

Comme la nouvelle loi fédérale limitait les contributions individuelles à 1000 dollars, les supporters qui n'avaient que de l'argent à donner n'étaient plus aussi utiles ; Carter a confié la gestion de ses finances à Walden, manager des frères Allman et président des enregistrements du capricorne ; avec son aide, des artistes ont été recrutés pour organiser, au bénéfice de Carter, des concerts réunissant des milliers de personnes payant chacune de 5 à 10 dollars. 500 000 dollars auraient été réunis pour sa campagne électorale. En même temps, la démagogie va bon train, et Carter récupère Bob Dylan qu'il présente comme son maître à penser. Décidément, le débat politique ne vole pas haut chez les démocrates.

ENCORE LES HAUTS FAITS
DE CARTER

Le voilà maintenant accusé dans les journaux, de relations adultères, ceci après qu'il ait fait de longs commentaires sur la moralité dans un magazine. Carter dément et félicite le «Los Angeles Times» et le «New York Times» de n'avoir pas publié cette histoire qui leur était offerte par les Républicains. Selon Powell, son attaché de presse, ces bruits sont une «tentative concertée» pour discréditer Carter et proviennent de «sources républicaines haut placées».

Quels que soient les faits, on fait feu de tout bois aux USA pour décrocher la présidence et les rumeurs sorties des égoûts aussi bien que la démagogie tiennent lieu de débat politique.

L'IMPERIALISME FRANÇAIS
DEVELOPPE SES LIENS
AVEC L'AFRIQUE DU SUD

La semaine dernière un hebdomadaire de Johannesburg, le «Sunday Times» consacrait un numéro spécial aux échanges économiques franco-sud-africains qui connaissent depuis un an un essor considérable.

Selon ce journal la France investit actuellement pour près de 4 milliards et demi de francs en Afrique du Sud, soit deux fois plus qu'en 1970 et quatre fois plus qu'en 1965. Ces investissements concernent environ 70 firmes françaises représentées en Afrique du sud dans des secteurs allant de l'industrie lourde, des produits textiles, mécaniques à l'électronique ainsi qu'à la fabrication de produits de luxe et à la participation aux grands travaux d'infrastructure le tout avec la collaboration des grandes banques françaises.

Alors que plus de la moitié des exportations françaises en direction de l'Afrique du sud est constituée de produits manufacturés et d'équipements industriels ou scientifiques très sophistiqués les importations en provenance de ce pays sont essentiellement des matières premières.

Cependant ces chiffres ne tiennent compte que des échanges autres que militaires or si l'impérialisme français dans ce domaine se place après la Grande-Bretagne, l'Allemagne Fédérale, les Etats-Unis et le Japon, il reste en tête de la fourniture de matériel militaire depuis une dizaine d'années.

La livraison prochaine d'une centrale nucléaire par le consortium français FRAMATOME-ALSTHOM-SPIE-BATIGNOLLES à l'Afrique du sud n'est qu'une concrétisation de ce qui existe déjà depuis longtemps : il s'agit bien d'un soutien actif dans tous les domaines de

l'impérialisme français au régime raciste d'Afrique du sud et le développement important de ces liens montre à quel point l'impérialisme français est partie prenante dans l'évolution de la situation en Afrique Australe.

LE MINISTRE
DE LA COOPERATION
AU SENEGAL

M. Galley nouveau ministre français aux néocolonies vient de séjourner à Dakar à l'occasion des festivités déployées au Sénégal pour le 70ème anniversaire de Senghor. Les nombreuses rencontres entre le ministre français et les chefs d'Etat et de gouvernements africains présents à Dakar ont porté essentiellement sur la coopération française. Pour le seul Sénégal 1300 assistants techniques français y travaillaient au 1er janvier 76, l'aide française se chiffrait à 15 milliards de francs CFA. Sans compter la participation

française à des organismes internationaux et les projets permettant à l'impérialisme français de maintenir sa main mise sur ce pays sont nombreux et dans des domaines très variés.

PRESSIONS
DIPLOMATIQUES
SOVIETIQUES ET
ACCORDS D'AIDE

Les soviétiques ont déployé une intense activité diplomatique à l'égard des pays africains, marquée notamment par la signature d'un pacte d'amitié entre la République d'Angola et l'U.R.S.S. à l'occasion du voyage à Moscou d'Agostino Neto. Le premier ministre de Sao Tome et Principe a été également invité à Moscou.

Les soviétiques utilisent Cuba, leur colonie qui jouit encore d'un certain prestige pour mener leurs pressions diplomatiques sous couvert d'aide internationaliste. Ainsi Sam Nusoma, président de la SWAPO (Organisation du Peuple du Sud Ouest Africain), est en visite à Cuba après avoir été invité à Moscou il y a quelques semaines.

Cette forme de pénétration indirecte s'affirme encore par des accords passés entre Cuba et Sao Tome et Principe d'une part portant sur l'envoi de médecins, de techniciens et d'enseignants à Sao Tome et Principe et d'autre part portant sur les transports aériens.

Annette JANDET

Problèmes économiques
en Afrique du Sud

La fuite des capitaux, est devenue un problème majeur pour l'Afrique du sud. La situation économique se détériore d'autant plus que les troubles qui ravagent le pays effraient les investisseurs éventuels. «Les pays étrangers pensent que nous ne pouvons pas contrôler nos affaires intérieures, et cela affecte notre commerce et les investissements» a déclaré Connie Mulder, ministre de l'intérieur. Mais les mesures d'austérité qu'il envisage - en particulier les restrictions sur l'essence - ne sont pas de nature à résoudre le conflit. L'inflation, qui était tombée à 10% au début de l'année, est remontée à 13%, cependant que le revenu réel, pour les blancs, s'élevait de 1,3%. Mais pour la majorité des habitants noirs, ils sont encore plus durement touchés par la hausse des produits de premières nécessité, à laquelle ils consacrent la plus grande part de leur salaire. Le chômage, encore peu répandu dans la population blanche (environ 13,000 chômeurs, soit 1%) frappe en revanche plus de 2 millions de noirs, et de nombreuses petites entreprises ont fait faillite.

RHODÉSIE : LE FRONT PATRIOTIQUE
DÉNONCE LES MANŒUVRES ANGLAISES

L'armée rhodésienne de Ian Smith qui a enrôlé des supplétifs africains, un genre de harkis, ratisse dans les villages africains pour faire la chasse aux guérilleros. Nous les voyons ici encerclant des villageois. Mais ces tentatives d'intimidation ne freinent en rien le puissant mouvement pour l'indépendance. «Les conditions de Ian Smith sont inacceptables et il n'y a pas de point de départ commun avec lui» a déclaré Mugabe, l'un des leaders du Front

Patriotique qui vient de se créer. Smith veut que soit appliqué le plan américain qui donne aux racistes les ministères de la défense et des affaires étrangères. De même Murozowa qui n'a pas participé aux discussions de formation du Front a renouvelé son refus des conditions américaines.

Le Front Patriotique a par ailleurs dénoncé le refus de Crowland de repousser la

date d'ouverture de la conférence de Genève. La délégation conduite par Joshua Komo quittera Salisbury le 17 octobre, pour Nairobi, où elle prendra sa décision à propos de la conférence en union avec les autres membres du Front ; Robert Mugabe a fait savoir de son côté que l'armée Rhodésienne doit, dès la venue au pouvoir du gouvernement intérimaire, céder la place à l'armée du peuple.

en bref...

● THAÏLANDE : Le couvre-feu a été renouvelé pour 3 jours dans la ville de Bangkok. A la veille de l'anniversaire du mouvement, qui, en 1973, chassait les 3 dictateurs pro-américains, les auteurs du coup d'état fasciste craignent une nouvelle montée des luttes populaires.

● MADAGASCAR : «L'océan indien constitue une zone de confrontation des grandes puissances. Elles y mènent une course aux armements militaires et nucléaires afin d'équilibrer leurs forces. Nous ne pouvons accepter ces forces des grandes puissances qui s'incrustent pour soi-disant nous défendre. Elles doivent nous laisser entre nous, pays de même objectif, de mêmes forces, aspirant à faire de l'océan indien une zone de paix», a déclaré le ministre malgache des affaires étrangères à la presse malgache avant de se rendre à l'ONU.

NAMIBIE : INDEPENDANCE SANS

CONDITIONS. «Nous exigeons l'indépendance inconditionnelle de la Namibie comme Etat souverain et uni» a déclaré Sam Nujoma le président de l'Organisation du Sud Ouest Africain (SWAPO). Il a condamné les tentatives américaines et allemandes (la Namibie est une ancienne colonie allemande) de réunir à Genève une conférence constitutionnelle sur une base tribale. La SWAPO exige des conversations directes entre le seul mouvement de libération de Namibie et les racistes.

TIMOR-EST. NOUVELLES VICTOIRES DU FRETILIN

«Le peuple timorais est conscient que sa lutte est juste et il persévère dans une guérilla de longue haleine jusqu'à la victoire totale», a déclaré le ministre de l'intérieur de la République démocratique de Timor.

Selon le bilan militaire qu'il a rapporté, trois grandes opérations ont été organisées dans la dernière semaine de septembre. L'une dans la région de Suai, où après avoir attaqué à plusieurs reprises la garnison, faisant 99 morts parmi les soldats indonésiens, le Fretilin a lancé une attaque frontale qui a mis hors de combat 135 soldats ennemis. La seconde, à Ossu, a détruit un véhicule blindé et entraîné la mise hors de combat de 72, puis de 40 soldats indonésiens. La dernière attaque s'est tenue à Tutuala où 12 soldats indonésiens ont été éliminés.

A PROPOS DU MEURTRE DE LE TELLIER,
LA CIA S'ACCUSE ELLE-MÊME

L'enquête «sur le meurtre de Le Tellier, l'ancien ministre chilien dans le gouvernement Allende révèle que les réactionnaires cubains organisés dans un groupe de vétérans de la baie des Cochons sont responsables de l'attentat contre Le Tellier. Ainsi la CIA s'accuse elle-même, puisque c'est elle qui a organisé ces «réfugiés cubains» à Miami depuis la libération de Cuba. En même temps la CIA et le FBI ont annoncé que la junte de Pinochet n'avait rien à voir avec ces attentats. Non contents de trouver des boucs émissaires parmi leurs agents, les flics américains essaient de couvrir les fascistes chiliens.

DANS NOTRE COURRIER

UNE LECTRICE DE MARSEILLE

A PROPOS DES MAISONS DE REPOS

Je vous envoie quelques réflexions sur un séjour passé en maison de repos. J'ai eu besoin après un accouchement et des suites pénibles de passer un mois en maison de repos. Je suis enseignante et j'ai fait une demande pour un centre médical de la Mutuelle de l'Education Nationale.

Cette maison correspond je pense, à un bon hôtel 2 étoiles, pour le confort, la nourriture, l'emplacement magnifique où elle est située etc... (...) Le Centre prend en principe 70 % de personnel de l'éducation nationale et 30 % de personnes extérieures, en fait pendant les mois d'été tout au moins c'est 95% de personnel de l'éducation nationale qui l'occupe (...)

Donc en principe un centre médical ouvert à tous, mais la réalité de fait est toute autre.

Car même si des agents de service de l'éducation nationale «profitent» de cette maison, ils sont là en fait pour faire passer cette maison pour ouverte à tous, alors qu'il s'agit de fait d'une création de la moyenne et petite bourgeoisie pour elle-même (...)

Avant de faire une demande à ce centre médical, j'étais partie dans une maison «Mère et enfant» à la Clotat, j'y suis restée un jour : bien qu'ayant une prise en charge pour mes enfants, je devais payer presque tout pour eux, la direction (un médecin privé) pour «rendre service aux mères» avait ouvert un magasin où l'on trouvait en payant tout ce

que la maison ne fournissait pas (couches, lait, eau, pommades, etc...) ainsi ce médecin était payé 2 fois (prise en charge et directement par les femmes). La lessive de mes enfants était à ma charge, la stérilisation des biberons aussi, aucun confort dans la chambre pour 3. Aucune surveillance médicale sérieuse, le règlement annonçait qu'aucun soin, ni médicament n'étaient dus, puisque c'était uniquement une maison de repos. Les femmes allaient se faire soigner en ville. Il y avait la rubéole dans la maison mais personne ne prévenait les femmes qui entraînaient et dont certaines pouvaient être enceintes. Mon bébé ayant fait déjà 2 séjours à l'hôpital, je ne pouvais rester là. Mais quelles femmes étaient dans cette maison ? Les femmes de travailleurs, la quasi-totalité placées directement par des assistantes sociales et qui malgré leur colère, n'osaient pas ou ne pouvaient pas partir, parce que pour elles c'était malgré tout l'espoir d'un peu de repos, parce que aussi on leur expliquait qu'elles avaient eu une chance extraordinaire d'avoir eu une place que cela coûtait très cher etc...

Le soir une femme de travailleurs me dit «Je n'avais jamais vu la mer et j'ai demandé à mon assistante sociale de m'obtenir cette maison, et voilà où je suis tombée». C'était une maison où on faisait du fric par n'importe quel moyen sur la santé des travailleurs. J'ai envoyé un rapport à la direction régionale de la sécurité sociale, les emplo-

yés m'ont dit que c'était la 13ème plainte dans le mois, mais gageons que cette maison n'est pas prête d'être fermée.

A côté de cela le centre médical de la MGEN n'avait bien sûr aucune comparaison, et j'ai vraiment vu, d'une part ce qui était proposé aux femmes de travailleurs, d'autre part dans un domaine particulier comment la moyenne et petite bourgeoisie pouvait s'aménager le système capitaliste (...)

Quelles sont les positions politiques de ceux qui gèrent la MGEN en général et le centre médical en particulier ?

Une bonne partie de ces gens adhèrent ou soutiennent plus ou moins directement l'Union de la Gauche.

Le personnel du Centre médical ne s'y était d'ailleurs pas trompé. En avril, il déclenchait une grève pour l'augmentation des salaires et j'ai vu sur un panneau syndical CFDT, d'ailleurs bien caché des yeux des «reposants», la banderolle avec ce mot d'ordre : «M.G.E.N. = patrons socialistes = patrons capitalistes» (...)

Je pense que ce centre peut effectivement être un modèle pour un projet révisionniste, il ne gêne rien le capitalisme, il est «sérieux», il se préoccupe des intérêts de la petite bourgeoisie. D'ailleurs même le fonctionnement du centre me rappelait certaines pratiques révisionnistes : un apolitisme délibéré en

tre tenu, une caricature de concertation dans des réunions où les «reposants» étaient censés donner leur avis sur la marche du centre. Mais où il s'agissait en fait d'un scénario bien réglé d'avance, où les réponses étaient rodées depuis 10 ans, et dont le but était de nous convaincre qu'ils avaient beaucoup d'expérience et qu'il était normal qu'ils pensent pour nous. (Exemple : une mère demande que la visite médicale d'entrée pour les enfants se fasse en présence de la mère afin d'expliquer éventuellement les maladies

ou problèmes de l'enfant. Refus unanime de la direction et des médecins : car «les enfants ne peuvent que jouer la comédie devant leur mère quant aux mères elles ne peuvent avoir une attitude sensée», bref elle sont stupides (...)

Enfin une question se pose sur la conception même des maisons de repos.

Ces maisons coupent complètement de la vie normale, cet isolement des moments de repos est une conception capitaliste de la vie, que la bourgeoisie

découpe en tranches pour ses besoins.

Quelle description enthousiasmante vous avez faite du camp d'été de la fédération de la région parisienne, dans le Languedoc ! Certes cela n'est pas adapté à des personnes très fatiguées ou convalescentes, mais c'est bien dans cette voie que l'on doit penser au repos et aux loisirs pour un pays socialiste et pourquoi ne pas commencer avant.

Une lectrice de Marseille



front rouge

ORGANE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)

FRONT
ROUGE

vient
de paraître

PASSEZ
VOS COMMANDES A :
FRONT ROUGE
BP 68 75 019 PARIS
5 F + 2 F (port)



DOSSIER CHINE :
Mao Tsé-toung contre
le révisionnisme

N° 9 NOUVELLE SÉRIE 5 FRANCS OCTOBRE 76

Interview de Jean Cardonnel

Recueilli par P. Saconnet et Catherine Lemel

Jean Cardonnel nous a accordé cette interview à son retour d'Albanie où nous l'avions rencontré.

Sur le fond, nous ne pouvons être d'accord avec sa démarche fondamentalement idéaliste. Mais l'essentiel réside dans ses positions nettement anti-impérialistes et anti-révisionnistes. Elles témoignent de la prise de conscience croissante de nombreux chrétiens devant la montée des luttes révolutionnaires dans le monde. Une prise de conscience qui peut échapper aux tentatives de récupération par les révisionnistes.

Q.- Peux-tu te présenter ?

R.- Ma présentation sera simple ! je suis Dominicain et par un enchevêtrement de circonstances, grâce en partie à mes voyages dans le Tiers-monde, dont le premier en date est celui du Brésil, et plus particulièrement en Chine Populaire, mon combat se situe en solidarité avec les opprimés, avec les peuples en quête de leur dignité. Et, dans ce sens, je ne dirai pas que je suis d'une part chrétien et d'autre part partie prenante des luttes de libération des masses, de l'humanité, mais pour moi c'est identifié.

Q.- Quelle est ta pratique militante révolutionnaire ?

R.- D'abord, elle est toujours entraînée par les demandes qui me sont adressées. Régulièrement sont venus me voir des représentants de masses qui étaient écrasées (...)

Allant au Brésil en 1959-1960, il se trouve que j'ai été mêlé aux luttes révolutionnaires et ma participation pendant 13 mois à l'action menée au Brésil m'a entraîné à faire la connaissance du Portugal : c'est parce qu'ils avaient su mes prises de position au sujet du Brésil, renouvelées par des prises de paroles lors de meetings

sur la solidarité avec l'action armée au Brésil, que j'ai été appelé par l'UDP et par l'organisation pour la libération des prisonniers anti-fascistes. Ce qui m'a fait passer un mois l'année dernière au Portugal, où j'ai assisté au procès populaire de José Diogo le conducteur du tracteur. Si bien que ce qui donne l'impression d'être provoqué au coup pour coup, répond à une cohésion d'action, sans qu'il y ait une grille de doctrine préalable.

Ce qui a renforcé ma cohésion c'est la découverte de la Chine populaire, c'est-à-dire par exemple, des deux concepts qui lui sont originaux et que je pressentais, mais que je ne voyais pas comme aujourd'hui : d'une part le Tiers Monde (le fait que la Chine populaire revendique toujours son appartenance au Tiers Monde) ; et à l'extrême opposé dialecti-

quement, l'hégémonie des deux superpuissances. Ce qui fait que, depuis mon voyage en Chine populaire, en particulier, ma rupture s'est opérée par la force des choses avec d'autres milieux politiques qualifiés pour faire bref «d'extrême gauche» ou de «révisionnistes».

C'est-à-dire que ma cohérence politique a commencé à se préciser à ce moment là au sens d'un essai de fidélité à une ligne de masse, ce que je voyais moins auparavant. Alors là je voudrais insister sur un fait qui a été ma propre évolution. Pour un homme comme moi qui a d'abord été un homme d'église et qui a connu la pression de l'appareil romain, lorsque j'ai débouché sur le terrain politique, la première phase a été libertaire et ce n'est que progressivement que j'ai découvert la nécessité de l'organi-

sation et du parti, non pas au sens démocratique bourgeois du terme, mais comme nécessité de l'organisme qui fait prendre conscience au peuple ; et j'insisterai sur une chose que j'ai découvert en Chine, c'est le rôle dialectique du parti vis-à-vis des masses, c'est-à-dire le parti comme moteur en même temps que cible.

Il s'est passé un phénomène que je n'ai pas mentionné : au moment où je parlais en 68, c'était l'époque où j'étais continuellement en butte aux poursuites émanant de la hiérarchie de l'église.

A ce moment là, on avait porté des sanctions contre moi : interdiction de prendre la parole dans quelque ville que ce soit sans une autorisation préalable explicite de l'évêque du lieu, et, d'autre part, interdiction d'écrire dans la grande presse.

Mais il s'est produit à ce moment là un phénomène que je trouve très important et qui est déterminant pour notre propos : c'est un changement de rapport de force : tout un milieu qui ne connaissait pas la hiérarchie s'est révélé, c'est-à-dire des amis protestants et des amis catholiques qui en nombre considérable ont protesté par écrit contre l'arbitraire qui me frappait.

Et depuis que mes sanctions ont été levées, début 69, je peux dire que j'ai conquis ma liberté, grâce à une pression de toute une part importante de l'église : c'est qu'ils se sont aperçus que l'essai d'organisation du silence était une méthode infiniment plus efficace que la publicité que pouvait provoquer une sanction...

à suivre

Le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELLS

Menons ensemble cette bataille

Avant les vacances, nous lançons une campagne d'abonnements exceptionnels, pour le premier anniversaire du Quotidien du Peuple.

Déjà, vous avez répondu nombreux à cet appel. En lançant cette campagne, nous avons deux buts : renforcer nos liens avec les lecteurs et amis du «Quotidien du Peuple», et accumuler l'avance financière dont nous avons besoin pour emmagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner les bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied. Car c'est sur les lecteurs que compte le Quotidien du Peuple pour vivre, c'est sur eux aussi qu'il compte pour s'améliorer, s'enrichir de correspondances, se faire connaître.

C'est pourquoi la carte «d'abonné ami» donne aux abonnés la possibilité d'être associé plus facilement au

journal, en même temps qu'elle offre une série d'avantages. Nous avons proposé que le prix de l'abonnement puisse être versé soit intégralement à la commande, soit échelonné sur trois mois, afin que le maximum de travailleurs puissent recevoir chaque jour le Quotidien, s'en servir comme d'une arme. Déjà, de nombreux abonnés ont commencé à payer leur deuxième versement.

Pour que les abonnés reçoivent le journal le jour même, nous avons décidé de sortir, avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition mise en kiosque, une édition spéciale pour les abonnés, tirée plus tôt, et livrée aussitôt à la poste. C'est ce qui est fait désormais depuis le 23 septembre. D'ores et déjà, beaucoup de lecteurs de province éloignée se sont abonnés parce qu'ils avaient le journal

en temps voulu. Il s'agit donc de faire un premier bilan, pour supprimer les dernières insuffisances.

Cette campagne d'abonnements est importante, c'est pourquoi la parution quotidienne de la page telle qu'elle était ne saurait suffire.

Participez activement à cette campagne dans les colonnes du Quotidien afin qu'il rende compte de la mobilisation de tous les lecteurs dans cette bataille. Abonnez vous, continuez à abonner autour de vous, dans votre famille, dans votre atelier ou votre bureau. Mais participez aussi à cette bataille en joignant à votre formulaire d'abonnement un mot expliquant pourquoi vous vous abonnez, pourquoi tel camarade de travail se mobilise aussi pour abonner ses collègues.

Déjà, vous avez répondu nombreux à cet appel. En lançant cette campagne, nous avons deux buts : renforcer nos liens avec les lecteurs et amis du «Quotidien du Peuple» et accumuler l'avance financière dont nous avons besoin pour emmagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner les bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied. Car c'est sur les lecteurs que compte le «Quotidien du Peuple» pour vivre, c'est sur eux qu'il compte pour s'améliorer, s'enrichir de correspondances, se faire connaître. C'est pourquoi la carte d'abonné-ami, en même temps qu'elle offre une série d'avantages, donne la possibilité d'être associé plus étroitement au journal.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

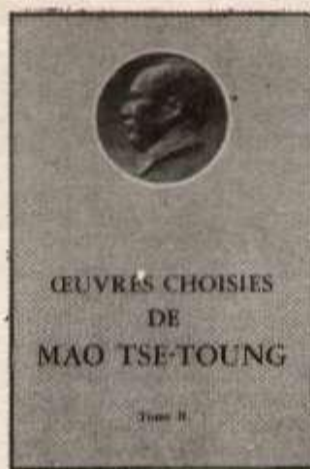
● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES



- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES



- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

► de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.

«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
«Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
«Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie «La grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
«Olympic», 10, rue Boyer
«Entrepot», 7, rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

NOM (en capitales)
Prénom
Adresse
Ville

Abonnement normal 300 F
Abonnement de soutien 500 F
Abonnement de soutien F

Mode de Versement :
- En une fois
- En trois fois

parmi vos lettres...

Amis du Quotidien du Peuple, Je suis très intéressée par un abonnement au journal parce que c'est une façon de maintenir le contact avec la ligne du Parti, et surtout la possibilité d'avoir l'analyse marxiste-léniniste de la lutte du prolétariat en France et dans le Tiers Monde. Je crois aussi pouvoir contribuer à la diffusion de nos points de vue. Je souhaite à tous les camarades les plus grandes victoires dans notre lutte (...).
M.V. P. Vincennes

Chers camarades,

Je m'abonne parce que la lecture du Quotidien me semble indispensable. C'est parce que le journal progresse et c'est aussi parce qu'avec le plan Barre, les luttes qui s'annoncent on se sent de plus en plus «concernés» par ce qui se passe dans les usines, réellement, chaque jour... Avec le temps de transport, le travail, les enfants à s'occuper et le ménage à faire, il se passe des jours où j'hésite par manque de temps à faire le détour pour acheter le journal au kiosque. Votre formule d'abonnement m'a donné des idées !
M.L. Paris

Je vous écris pour vous informer de mon changement d'adresse. (...) L'envoi du Quotidien du Peuple fonctionne mieux. Au début de mon abonnement, je le recevais une fois ou deux en retard et même pas du tout les 1^{er} et 2 septembre. Depuis une quinzaine de jours, il arrive normalement...
A. L. Rennes

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au Quotidien du Peuple BP 225 75924 Paris Cedex 19

feuilleton

325 000 FRANCS

de
Roger VAILLAND

Edition Buchet Chastel

22^e épisode

Marie-Jeanne avait avoué à Cordélia trois amis. Le dernier en date avait estimé contraire à son honneur viril de se gagner comme un vieux mari; c'est la seule précaution qu'on connaisse à Bionnas. Il était parti pour le régiment après l'avoir engrossée. L'avortement pratiqué par une commère avait mal tourné. Le chirurgien de l'hôpital avait fait le curetage sans anesthésier la jeune fille, pour la punir « d'avoir attenté à sa santé ». Il y avait quatre ans de cela, et, depuis lors, Marie-Jeanne était restée sage.

« L'amour libre aussi est un privilège! s'écria Cordélia.

— Pourquoi ne se marie-t-elle pas avec Busard?

— Pourquoi se marierait-elle? »

Busard, à pédaler sur son tricycle, gagnait un peu moins que Marie-Jeanne. Il habitait chez ses parents. On ne trouve pas de logements à Bionnas, dont la population s'est augmentée aussi vite que se sont développées les industries des matières plastiques, nées en 1956 en même temps que la presse à injecter, passées au premier rang en moins de vingt ans. Un homme dans la maison où vivaient paisiblement les deux femmes, les exigences d'un mari, l'aisance relative diminuée à chaque grossesse, voilà ce que le mariage apporterait à Marie-Jeanne.

« C'est payer trop cher d'avoir un garçon dans son lit, conclut Cordélia.

— Elle ne l'aime pas.

— Est-ce qu'elle sait si elle l'aime? Elle l'aimerait peut-être si elle était heureuse avec lui. Il y a autant de sortes d'amours que de conditions dans lesquelles se vit un amour. L'amour n'est pas un sacrement. Marie-Jeanne, par bonheur, n'a pas le tour d'esprit à la religion ou à la métaphysique.

— Pourquoi continue-t-elle de le recevoir?

— Elle a le droit de se distraire.

— Il souffre.

— Les hommes se plaignent toujours de cette souffrance-là... C'est moins douloureux que de faire une fausse-couche. »

Ce fut à peu près ce qu'en d'autres termes Marie-Jeanne essaya d'expliquer à Busard, dans la nuit du mardi qui suivit le dimanche du Circuit de Bionnas.

Le débat se prolongea fort tard.

« Demande-moi n'importe quoi, répétait Busard. De quoi ne suis-je pas capable pour te prouver mon amour? »

— Soit, consentit finalement Marie-Jeanne. Trouve un vrai métier et une maison, et nous nous marierons.

— Ce n'est rien, s'écria Busard. Dès demain, je demanderai à Paul Morel de me faire entrer à l'usine. Quant à la maison...

— Non, coupa Marie-Jeanne. Je ne veux pas d'un mari qui travaille dans la matière plastique. »

Les ouvriers de la matière plastique se divisent en deux catégories. Les mécaniciens qui fabriquent les moules; c'est un métier de haute précision, dont Busard est trop vieux pour faire l'apprentissage tout en gagnant sa vie. Les travailleurs aux presses à injecter, simples manœuvres, qui arrivaient en 1954 à gagner 160 francs de l'heure dans les établissements où le syndicat était fort; mais ils resteront toute leur vie manœuvres.

« Quand je dis un vrai métier, reprit Marie-Jeanne, je ne parle pas du travail aux presses. »

à suivre

TÉLÉVISION

AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN » :

« CES DRÔLES DE FRANÇAIS »

UNE CARICATURE REACTIONNAIRE DU PEUPLE FRANÇAIS

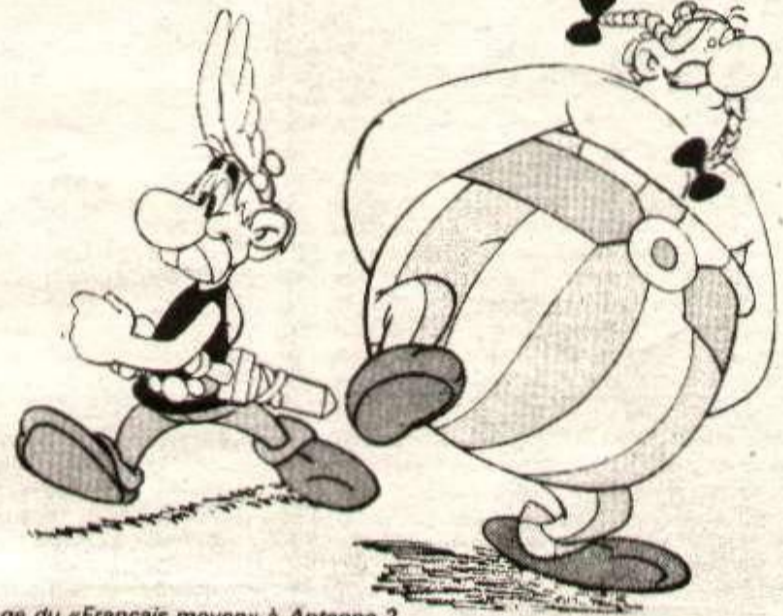
Antenne 2 a atteint mardi des sommets dans le crétinisme télévisé. Il s'agissait de l'émission « Les dossiers de l'écran » dont le sujet était : « Français, qui êtes-vous? ». Pour en parler, Armand Jammot avait invité une brochette de vedettes (Jane Birkin, Mort Shuman), de journalistes (y compris le correspondant des Izvestia, journal soviétique) qui avaient pour point commun d'être étrangers, et de résider en France. Et pour amorcer le débat, un film, ou plutôt un montage d'extraits de films comiques (Noël-Noël, la traversée de Paris...) et d'interviews : Goscigny et Uderzo (les auteurs d'Astérix), Jean Yanne, Jacques Rouland. Le thème de ce montage était d'énumérer les défauts des Français, à travers principalement les personnages d'Astérix (qui a dit que la publicité déguisée avait disparu de la télévision?), caricature du « Français moyen ». Belle introduction à un débat particulièrement imbécile qui reprit avec application toutes les idées du film : les Français sont irascibles, chauvins, gastronomes, orgueilleux, indisciplinés et râleurs. Et pour donner un aspect scientifique à la chose, les dossiers de l'écran avaient même réalisé un sondage intitulé « comment les Français se voient-ils? ». Ce qui nous valut un certain nombre de lieux communs éculés sur la gastronomie française, notamment de la part du journaliste soviétique pour qui la France semble se résumer à « de bons petits restaurants et au Beaujolais ». Mais le ton de l'émission devint franchement déplaisant lorsque les invités, habilement aiguillés par l'invisible Guy Darbois,

se mirent à aborder des sujets plus sérieux. Le racisme, par exemple. Pour ces messieurs, « le Français est bien entendu raciste, mais pas plus qu'un autre... D'ailleurs tous les peuples sont racistes ». Le journaliste belge fit tout de même remarquer, avec bon sens, qu'il vaudrait mieux poser la question à un travailleur immigré « venu à la préfecture chercher des papiers » mais sa remarque fut vite

des Français envers la politique. L'un d'entre eux déclarait : « Un Français est encore plus difficile pour choisir une salade que pour choisir un président de la République ». Un deuxième reprenait en écho « tout le monde râle à propos du plan Barre, mais en France, c'est toujours comme cela, la politique est un véritable psychodrame ». D'ailleurs le sondage de l'IFOP ne montrait-il pas que 69% des

A plus long terme, en mettant l'accent sur les qualités et défauts du soi-disant Français moyen, l'émission cherchait à gommer toute distinction de classe. De là à l'établissement d'un « consensus national », il n'y a qu'un pas...

Par delà la caricature folklorique, particulièrement déplaisante, du peuple français, ce qui dominait l'émission, c'était le mépris pour



L'image du « Français moyen » à Antenne 2

« Les Français sont encore plus difficiles pour choisir leur salade que pour choisir un président de la République. (extraits du débat) »

noyée sous les protestations des autres invités, en particulier d'Omar Shariff, l'habitué des champs de course et des salles de bridge pour qui « les Français sont racistes, même entre eux ». Que le racisme soit sciemment entretenu et provoqué par la bourgeoisie pour diviser les travailleurs, il n'en fut bien sûr pas question ! Mais le véritable but de l'émission transparaissait parfois derrière certains propos des invités concernant l'attitude

des Français se considèrent comme des contestataires et 81% se trouvent indisciplinés. Bref, il s'agissait de donner l'image d'un peuple toujours en train de râler, mais pour qui la politique compte moins que le sport ou la bouffe. Et si la France connaît des difficultés économiques, c'est parce que nous sommes « indisciplinés ». On connaît la chanson ! C'est celle que nous chantent depuis un certain temps Barre et Giscard.

les luttes des travailleurs. Est-ce seulement par hasard que la seule séquence du film consacrée à l'occupation nous montrait deux Français se disputant autour d'une opération de marché noir ? Derrière les plaisanteries faciles, les idées toutes faites, pointait une variété de l'idéologie bourgeoise, la plus basement réactionnaire que nous ayons vue depuis longtemps.

J.P. BOULOGNE

programme télé

JEUDI 14 OCTOBRE

TF 1

14 h 00 - Télé scolaire
18 h 05 - A LA BONNE HEURE
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Anne, jour après jour
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Le Parlement
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'évènement (Giscard)
21 h 30 - La vie de Marianne (Marivaux)
22 h 20 - Allons au cinéma
22 h 50 - Journal

A 2

14 h 00 - Les après midi d'antenne 2
18 h 00 - Fenêtre sur...

18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Chacun chez soi
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les copains (film français d'Yves Robert (1964)
22 h 00 - Jazz Averty (Benny Carter)
22 h 55 - Journal

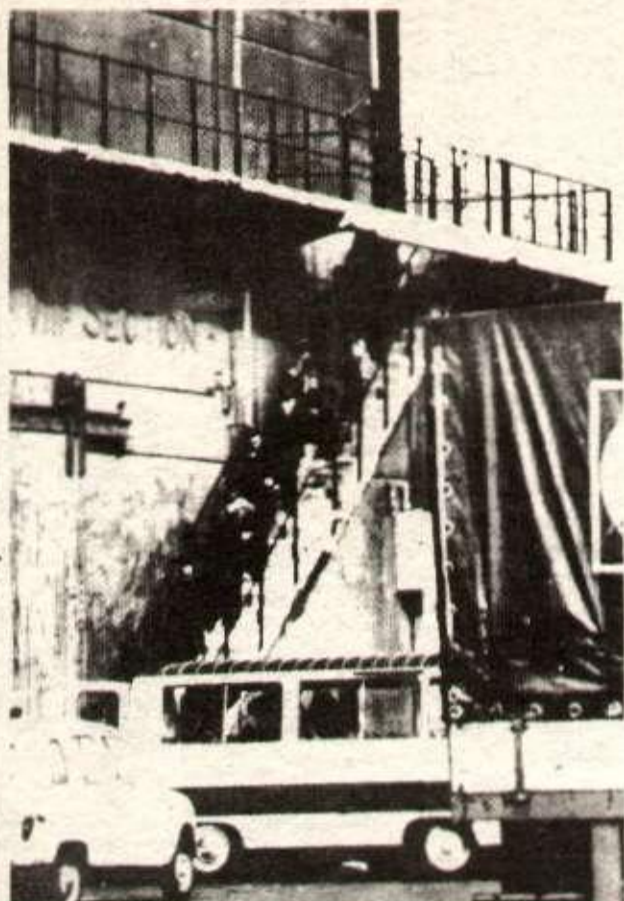
FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre (l'union syndicale des magistrats de France (U.S.M.)
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Cycle vincente Minnelli (La vie passionnée de Vincent Van Gogh avec Kirk Douglas)
22 h 25 - Journal

LA PRISON CLANDESTINE DU PORT DE MARSEILLE

ON SEQUESTRE TOUJOURS DES IMMIGRES A ARENC !

Enquête réalisée par le «Collectif d'information sur Arenc», avec le Bureau de Presse de Marseille.



Des travailleurs immigrés après enlèvement et séquestration par la police quittent la prison d'Arenc.

«La prison d'Arenc est efficace» déclarait le préfet des Bouches du Rhône, Someville. La prison d'Arenc, simple hangar donnant sur le bassin de la gare maritime de Marseille a douze ans d'existence. Depuis douze ans, des travailleurs immigrés que la police veut refouler ou expulser, y sont séquestrés, sans aucun recours. «Entorse» à la légalité officielle, mais surtout aboutissement logique de la politique de répression et de contrôle

de l'immigration que suit la bourgeoisie. Nous publions aujourd'hui le début d'une enquête, réalisée en collaboration avec le «Collectif d'information sur la prison d'Arenc». Demain, nous en publierons la suite, ainsi qu'un document révélateur des relations entre l'ATOM (organisme à vocation «humanitaire» d'aide aux travailleurs «d'outre mer») et la prison d'Arenc.

EXPULSIONS MASSIVES ET ORGANISEES

L'ordonnance de 1945 permet aux préfets d'expulser sans contrôle toute personne «dont les activités sont susceptibles de troubler l'ordre public», c'est-à-dire qui ils veulent, quand ils veulent. Il est maintenant établi que depuis un an ou deux sur consigne de Ponia et de Lecanuet, tout étranger condamné à plus de trois mois de prison est systématiquement expulsé à sa sortie de prison. Au palais de Justice à Marseille, on entend certains juges dire : «Celui-là je vais lui flanquer pour trois mois, comme ça on ne le verra plus.» Ainsi un voleur de cyclomoteur de 18 ans dont la famille est installée en France depuis moins de 5 ans peut se retrouver expulsé dans son pays d'origine,

Après 12 années de fonctionnement clandestin et illégal le «centre d'hébergement» d'Arenc continue d'exister et ce 18 mois après sa dénonciation publique.

Ce «centre d'hébergement» installé dans un hangar du Port de Marseille est un local où des étrangers sont gardés par des policiers armés sans qu'aucune autorité judiciaire n'ait connaissance de l'existence, de la durée et des causes de cette incarcération.

Il permet des expulsions arbitraires et fait partie intégrante d'un dispositif draconien de contrôle de l'immigration. Ce dispositif livre l'étranger au seul contrôle administratif et policier de l'Etat : la carte de travail, à un bout, l'expulsion à l'autre. La présence de l'immigré sur le territoire est fondamentalement précaire puisque ni le refus de la carte de travail, ni l'expulsion ne peuvent faire l'objet de recours judiciaires. Les quelques droits que les immigrés ont pu arracher, droits syndicaux par exemple, restent limités. Pour le travailleur immigré, il y a à l'entrée Arenc qui permet de «refouler» les indésirables,

et à la sortie Arenc qui permet de l'expulser.

LE SCANDALE ARRIVE

Les informations sur la prison apparaissent dans la presse à partir du 19 avril 1975. Plusieurs journaux soulèvent le voile, les premiers témoins parlent. Le 24 avril le syndicat des avocats de France tient une conférence de Presse et déclare M. Poniowski hors la loi. Le 30 avril, Paul Cermolacce, député PCF, dépose une question d'actualité à l'Assemblée Nationale. Lecanuet répond : «il n'y a pas d'Archipel du Goulag en France» Le 2 mai, même question de G. Defferre, Chirac élude la réponse. Le 3 mai, le syndicat de la Magistrature demande la fermeture immédiate de la prison illégale. Deux plaintes sont alors déposées par deux personnes qui ont été détenues illégalement à Arenc :

- celle de Salah Berrebouh de nationalité algérienne,
- celle de Gustave Essaka de nationalité camerounaise.

Au même moment un pêcheur marocain Mohamed Chérif témoigne qu'il a été détenu pendant six jours en Avril 75, alors que

sa situation administrative était tout à fait régulière. Ceux-là ne représentent qu'une infime partie des détenus. Le chiffre de 3299 détenus a été avancé par le Ministère de l'Intérieur pour 1974 !

naux ne parlent plus d'Arenc. Les partis de gauche sont silencieux. Que se passe-t-il ?

à suivre

LA POLICE A PEUR LA POLICE A HONTE

Depuis le scandale, les gardiens d'Arenc sont moins fiers : le plus souvent, ils arrivent en civil à la prison et se changent sur place. De cette façon ils sont plus anonymes quand ils traversent le port avant d'arriver au hangar. D'autre part, dans plusieurs cas où les expulsions envisagées étaient connues (cas des travailleurs agricoles marocains de la région de Montpellier au printemps 76 par exemple), le centre d'Arenc n'a pas été utilisé, la police craignant une mobilisation politique à Marseille. Les expulsés sont partis par avion spécial direct de Montpellier.

UN DÉBUT DE LUTTE S'ORGANISE

Passée la période des grands discours des témoins politiques de la «gauche», la lutte contre Arenc s'organise. Le 4 juin une marche de protestation rassemble 1500 personnes. Un collectif d'information réalise des brochures, des affiches qui seront largement diffusées. Un livre est écrit en octobre 75.

Pourtant aujourd'hui la prison n'est pas fermée, les responsables ne sont pas inculpés. Chacun à sa place, les avocats suivent les dossiers, les magistrats instruisent, les jour-

La liste noire des agressions racistes depuis juin 1973 (suite)

7 octobre 1973 : Un ouvrier algérien, M. Ben Ahmed Abdelkader, vingt-six ans, est tué d'un coup de carabine dans une rue de Saint-Etienne, alors qu'il se promenait avec des parents.

8 novembre 1973 : Deux manoeuvres tunisiens, à Callian (Var), reçoivent un colis piégé. Son ouverture fait six blessés dont deux grièvement.

17 novembre 1973 : Deux travailleurs algériens sont blessés, l'un d'eux grièvement, à Bourges, par des coups de feu tirés d'une voiture passant à deux reprises à proximité de leur foyer.

Un engin explosif est lancé à Toulon, dans un cinéma fréquenté par les travailleurs maghrébins.

14 décembre 1973 : L'attentat contre le Consulat algérien de Marseille fait quatre morts, dont un jeune homme de seize ans, et vingt blessés, dont plusieurs seront amputés.

16 décembre 1973 : Des coups de feu sont tirés à Toulon contre un bar fréquenté par des travailleurs nord-africains. Deux Algériens sont blessés, dont l'un grièvement.

26 décembre 1973 : A Montoir (Loire-Atlantique), un travailleur tunisien, roué de coups par un groupe de quatre jeunes gens qui l'ont attaqué et laissé inanimé, est découvert onze heures seulement après l'agression.

27 décembre 1973 : Coups de feu à Marseille, contre une camionnette, transportant des femmes de ménage étrangères : deux Algériennes sont gravement blessées.

Un ouvrier algérien est attaqué et violemment frappé dans une rue de Lyon.

28 décembre 1973 : Un commando agresse et blesse gravement dans une rue de Roubaix, un travailleur algérien, M. Mohammed Deraoudia, et le poursuivent dans un café où ils saccagent le mobilier et insultent les consommateurs. Arrêtés peu après, les agresseurs sont remis en liberté.

Début janvier 1974 : Plusieurs agressions (vitraires brisées) contre des cafés algériens de Tourcoing.

7 janvier 1974 : Un Algérien, M. Lahbid Backour, est tué à Saint-Genis-Laval dans la

banlieue lyonnaise. Arrêtés, les agresseurs reconnaissent être les auteurs de nombreuses agressions contre les travailleurs Nord-Africains.

14 janvier 1974 : Un Algérien de vingt-cinq ans, M. Amar Nadour, est tué d'un coup d'écorçoir par un bûcheron, à Bitche (Moselle) à la suite d'une «discussion» entre quatre Algériens et cinq Français sur la crise du pétrole.

15 janvier 1974 : A La Garenne-Colombes, les travailleurs (en majorité des immigrés) de la Compagnie d'Enlèvement des Ordures Ménagères (CEOM) en grève depuis le début du mois, sont agressés par un commando de nervis à six heures du matin, en présence de l'un des directeurs de l'entreprise. Plusieurs blessés, dont un hospitalisé.

21 janvier 1974 : A 19 heures, à Noisy-le-Sec, un jeune Algérien de quinze ans, Areski Hadjout, en tentant de s'interposer entre des jeunes immigrés et un retraité de soixante-huit ans, est poignardé par celui-ci.

21 janvier 1974 : A Argenteuil, un chauffeur d'autocar, M. Fergoug, est atteint de trois balles alors qu'il sortait de son domicile, le matin.

29 janvier 1974 : Deux travailleurs algériens, employés à la DBA, à Vitry, sont sauvagement agressés par quatre individus

10 février 1974 : Violences à Cavailon (Vaucluse) contre les travailleurs algériens, poursuivis dans les rues, jusque dans leur foyer par une bande organisée, armée de gourdin, chaînes et barres de fer ; plusieurs Algériens sont blessés.

6 mars 1974 : A Draguignan (Var), des individus circulant en voiture, lancent des engins explosifs contre trois maisons habitées par des travailleurs algériens, tunisiens et marocains ; deux blessés.

18 mars 74 : Mohamed Rassaa est tué par un voisin, M. Maigne. M. Rassaa lui demandait de faire moins de bruit. Le meurtrier qui l'avait déjà plusieurs fois menacé lui avait dit le jour même : «Tu vas mourir ce soir».

(à suivre)

DEMAGOGIE ET MEPRIS

Pour calmer la révolte suscitée par la découverte de la prison illégale, la Préfecture entreprend 30 millions d'A.F de travaux pendant l'été 75. Les locaux sont repeints, une douche est installée, ainsi qu'un poste de TV couleurs. En octobre 75 au cours d'un débat public sur l'accueil (sic) des travailleurs immigrés, Mr Cultiaux, chargé personnellement de la gestion de la prison, interpellé à ce sujet, se vante de ces mesures visant à améliorer le confort des séquestrés et affirme avec une mauvaise foi intolérable que la prison est légale. Pour le confort, plusieurs témoignages recueillis ensuite, montrent que la douche et la télé sont utilisées uniquement par les gardiens.